



REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Dirigeants syndicaux, boycottez le pacte de responsabilité !



Palais de l'Élysée, 21 janvier : Gattaz (Medef), Hollande, Lepaon (CGT), Beger (CFDT), Mailly (FO) / Reuters

- Contre le travail du dimanche p. 6
- La loi Fioraso contre l'enseignement supérieur p. 8
- Un gouvernement de coalition en Autriche p. 10
- L'économie capitaliste mondiale p. 12
- Des nouvelles de Turquie p. 17
- Un tournant aux États-Unis ? p. 19
- La révolution italienne de 1943-1945 p. 24
- Contre l'intervention en Centrafrique p. 28

Du pacte de confiance de Gattaz au pacte de responsabilité de Hollande

Les précédents cadeaux de Hollande & Ayrault aux patrons ont abouti à 5 millions de chômeurs

Outre le maintien de la plupart des dispositions favorables de Sarkozy et de l'UMP, le patronat a déjà beaucoup obtenu, en 2012 et en 2013, de Hollande et du gouvernement PS-EELV-PRG :

- la « loi de sécurisation de l'emploi », c'est-à-dire la possibilité accrue de licencier et de baisser les salaires, négociée par toutes les centrales syndicales, ratifiée par la CFDT et votée par les députés PS ;
- le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi », une baisse d'impôt sur le capital de 13 milliards d'euros en 2013 et de 20 milliards en 2014, compensée par une augmentation de la TVA ;
- la « loi de réforme des retraites », négociée par toutes les centrales syndicales, qui augmente les cotisations des salariés et portera à 43 ans la durée de cotisation ;
- la limitation de l'augmentation du Smic au minimum légal (pas d'augmentation du pouvoir d'achat) ;
- l'autorisation des 813 « plans sociaux » en 2013 ;
- les interventions militaires au Mali et en Centrafrique, qui justifient les dépenses militaires

auprès des groupes capitalistes de l'armement et qui protègent les profits en Afrique des groupes français du négoce, de l'énergie, des télécommunications, du bâtiment...

Fort des concessions déjà engrangées, le capital, comme toujours, exige davantage.

18 novembre 2013 : le Medef dicte à Hollande sa feuille de route

La principale organisation patronale (Medef), avec une organisation des patrons des petites ou moyennes entreprises (CroissancePlus), une organisation de patrons d'entreprises de taille intermédiaire (ASMEP), le club des patrons des grandes entreprises (AFEP) et un groupe de pression patronal (Le Cercle de l'industrie), envoient en novembre une lettre au président pour lui dicter leur programme.

Seul un signal fort de votre part montrant un engagement résolu en faveur de réformes importantes pour la compétitivité des entreprises, donc l'emploi, sera de nature à l'inversion de la spirale dans laquelle semble entrée notre économie... Il est désormais urgent de marquer par un signe fort l'engagement de votre part et de tout le gouvernement en faveur d'une réelle politique de l'emploi et de la compétitivité des entreprises. (Lettre au président de la République, 18 novembre 2013)

La classe capitaliste étant minoritaire dans la société, ses différents représentants (Medef, CGPME, UMP, FN...) prétendent que son intérêt (en fait, la plus-value qu'elle tire de l'exploitation de la classe ouvrière) serait celui de la société tout entière (« les entreprises », « la France », « notre économie »...). Les licencieurs vont jusqu'à prétendre que leur souci est... « l'emploi » !

Le Medef parle de créer 1 million d'emplois en 5 ans. Il aurait pu aussi bien dire 2 millions, comme le demande le ministre du Redressement productif Montebourg, puisque c'est de l'esbroufe.

Le chiffre du million qui sort de l'esprit d'un communicant, Matthias Leridon, ne repose sur pas grand-chose de tangible... (Le Monde, 21 janvier 2014)

Sous l'étiquette de « pacte de confiance et d'emplois », il s'agit d'augmenter la rentabilité, le pro-

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : en cours

Adresse postale :

ReSo

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

fit, au détriment des ouvriers, des employés, des techniciens, des ingénieurs... comme le prouvent les exigences des capitalistes :

- « *politique en faveur de l'emploi : résoudre les obstacles à l'investissement en France et à l'embauche...* » : les capitalistes veulent avoir les mains libres pour pouvoir licencier et faire plus d'argent à partir de l'exploitation du travail ;
- « *un objectif affiché de diminution de nos codes de 5 % par an sur les 5 ans qui viennent* » : il s'agit des lois et règlements qui limitent l'exploitation des travailleurs par les employeurs, leur fraude fiscale (de l'ordre de 80 milliards d'euros, certainement plus) et l'escroquerie envers le reste de la société ;
- « *alléger le coût du travail* » : cela ne veut pas dire atténuer la fatigue, la tension, la souffrance, les risques d'accident et de santé que coûte aux salariés le travail dans les entreprises, petites ou grandes, mais baisser le salaire indirect, collectivisé ;
- « *allègement significatif et progressif des prélèvements obligatoires pesant sur les entreprises* » : autrement dit, les patrons veulent payer moins d'impôts et de cotisations sociales ; donc, soit les prestations des régimes de sécurité sociale diminueront, soit les salariés paieront, eux, plus d'impôts et de cotisations ;
- « *véritable baisse des dépenses publiques* » : évidemment, Gattaz et compagnie ne visent pas les subventions aux capitalistes, ni les dépenses militaires, mais celles qui bénéficient aux travailleurs et à leurs familles.

31 décembre : Hollande rampe devant les capitalistes français

Élu avec les voix des travailleurs, Hollande obéit aux capitalistes. Il reprend le terme de Gattaz (« pacte ») et la rhétorique des patrons de la Bretagne et de tout le pays (« l'emploi » proviendra... de nouveaux cadeaux aux exploités). Il s'engage à satisfaire, point par point, leurs exigences.

Je propose un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social... Je veux réduire la dépense publique... Cela vaut pour l'État, qui doit se concentrer sur ses missions essentielles... et pour la sécurité sociale... qui doit en terminer avec les excès et les abus... pour la création d'entreprises, pour le développement de l'investissement, tout doit être rendu plus facile. (Hollande, *Vœux aux Français*, 31 décembre 2013)

L'UMP est désorientée par le plagiat de son programme ; le président du Medef sent que le poisson est ferré.

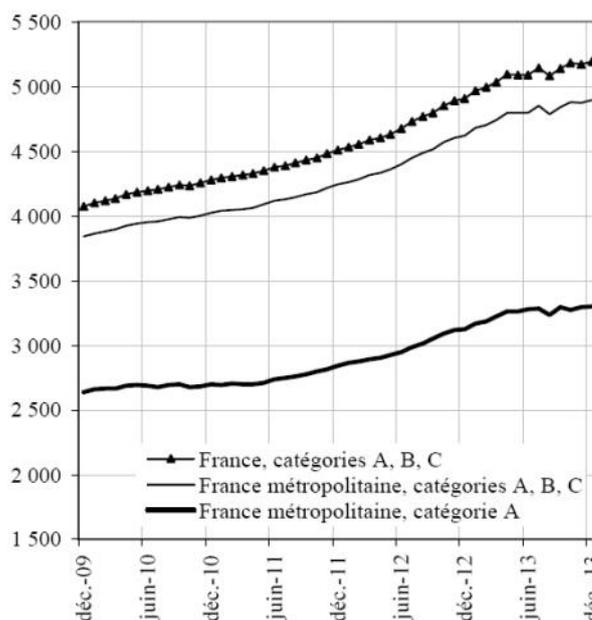
C'est ce que nous demandions depuis plusieurs mois... François Hollande a appelé cela « pacte de responsabilité », nous, nous parlons de « pacte de confiance » mais le contenu est très proche... Maintenant, il faut passer de la parole aux actes... Ce qui m'intéresse, c'est la compétitivité des entreprises pour créer de l'emploi. Cela passe par la baisse du coût du travail et de la fiscalité... Le président de la République a parlé d'abus de la protection sociale... Là, j'ai applaudi. (Pierre Gattaz, *Le Monde*, 6 janvier 2014)

Hollande annonce lors de sa conférence de presse du 14 janvier que, d'ici 2017, le gouvernement va compresser encore les dépenses publiques (50 milliards d'euros) et supprimer les cotisations familiales des employeurs (36 milliards d'euros). Il s'agit d'un vol de la sécurité sociale.

Le patronat est aux anges : « *ce projet est d'intérêt majeur* » (Club des entrepreneurs, *Libération*, 14 janvier 2014). Il confirme que la promesse d'un million d'emplois est du vent.

Nous avons toujours dit que nous ne pourrions pas fournir des engagements chiffrés et juridiques,

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



mais seulement des objectifs. (Pierre Gattaz, *Le Monde*, 15 janvier 2014)

En outre, le gouvernement PS-EELV-PRG donne 1,5 milliard d'euros au groupe PSA et 1 milliard d'euros au groupe d'armement Dassault. Le PCF l'approuve, à la condition que l'État bourgeois français ne laisse pas PSA passer sous la coupe de l'entreprise Dongfeng, parce qu'elle est étrangère.

L'État, quand bien même il en aurait la volonté, aurait-il les moyens de s'opposer à un basculement de PSA vers la Chine ? (*L'Humanité*, 21 janvier 2014)

Les directions de la CFDT et de la CGT participent à l'opération Gattaz-Hollande

Pour paralyser le prolétariat, Hollande et le gouvernement Ayrault demandent aux confédérations de cautionner le « pacte de confiance »-« pacte de responsabilité ».

Le 27, je reçois à Matignon avec les ministres concernés chaque organisation patronale et syndicale... En-

suite j'installerai les assises de la fiscalité des entreprises avec les entreprises, les représentants du parlement, les organisations syndicales... Les syndicats doivent jouer pleinement leur rôle... Les dirigeants syndicaux me demandent tous que le dialogue soit durable. (Jean-Marc Ayrault, *France Inter*, 16 janvier 2014)

Quand le capital français, pris à la gorge par ses rivaux impérialistes, entend ramener en arrière le prolétariat, le précipiter dans la précarité et la déchéance, sur quoi débouche la défense de « la nation » et le « compromis social » chers à tous les « réformistes », sinon sur la « négociation » par toutes les bureaucraties syndicales des licenciements, de la flexibilité, du démantèlement des retraites, qu'ils soient orchestrés par Sarkozy ou par Hollande ?

En fin d'année, les chefs de la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et FO ont signé avec le Medef et la CGPME un accord sur la formation profession-

Sur l'interdiction des spectacles de Dieudonné

Peu de temps après les vœux de François Hollande annonçant sa main tendue aux patrons et les cadeaux qui vont suivre, alors que les fermetures totales ou partielles d'entreprises continuent de jeter sur le carreau des milliers de salariés, le gouvernement, dans une manœuvre de diversion à la petite semaine, a engagé une procédure pour interdire les spectacles de Dieudonné pour antisémitisme et menace à l'ordre public, par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur M. Valls, qui organise la chasse aux sans-papiers et désigne les Roms d'Europe de l'Est comme inassimilables. Le Conseil d'État, une des plus hautes juridictions de la très réactionnaire V^e République, vient de lui donner raison, contre l'avis du tribunal administratif de Nantes.

Autrefois Dieudonné combattait le Front national et ridiculisait la bourgeoisie. Aujourd'hui son antisémitisme ne fait aucun doute. Dans une rhétorique qui rappelle celle du fascisme des années 1930, il dénonce non pas le capitalisme qui génère la crise, non pas l'impérialisme qui pille et détruit la planète, mais les « puissants » qui seraient les Juifs. Il invente des complots qui assimilent l'ensemble des Juifs du monde à l'État colon d'Israël, instrument de l'impérialisme américain et ses crimes contre le peuple palestinien. Il confond volontairement l'antisionisme avec l'antisémitisme qui n'est qu'une des manifestations du racisme qui sert toujours la bourgeoisie pour diviser le prolétariat, la seule force capable de liquider définitivement le racisme par la révolution socialiste mondiale.

En toute logique, Dieudonné entretient des liens avec Le Pen père et le parti fascisant FN, avec Soral et son officine nazie E&R, ennemis déclarés des travailleurs, en particulier ceux d'origine étrangère.

Hollande et son gouvernement sont tout entiers au service du capitalisme : ils discriminent les travailleurs étrangers, ils poursuivent en Afrique les interventions militaires pour le compte de l'impérialisme français, ils soutiennent à bout de bras les patrons contre les salariés en France : la politique qu'ils mènent, avec la complicité des directions syndicales, est le terreau du racisme et du fascisme. L'initiative qu'ils ont prise pour interdire les spectacles de Dieudonné n'est en rien une mesure efficace contre le racisme, dont fait partie l'antisémitisme, mais un simple artifice pour tenter de donner le change.

L'utilisation préventive de la menace à l'ordre public pour interdire les spectacles que vient d'entériner le Conseil d'État peut faire jurisprudence et être utilisée demain contre tout meeting ou manifestation d'organisations révolutionnaires. Rappelons que c'est en utilisant la loi du 10 janvier 1936 prise contre l'organisation fasciste des Croix de feu que le gouvernement a dissous le 12 juin 1968 pas moins de 11 organisations se réclamant de la révolution et de l'internationalisme.

Seul le combat contre Hollande et son gouvernement, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaque résolument au capitalisme, pour l'internationalisme contre le nationalisme et l'impérialisme, pour l'unité des organisations ouvrières contre les fascistes peut constituer une réponse politique à la pourriture réactionnaire que propagent Dieudonné, Valls et leurs pairs.

19 janvier 2014

nelle qui réduit la contribution des patrons. La direction de la CGT, non sans hésitation, ne l'a pas ratifié.

Si rien ne change pour les sociétés de moins de dix salariés, celles au-dessus de ce seuil ne verseront plus que 1 % de leur masse salariale pour le financement obligatoire de la formation professionnelle en 2015, contre 1,6 % actuellement. (Le Figaro, 16 décembre 2013)

Pour le pacte, le gouvernement bourgeois mise une fois de plus sur la corruption des bureaucraties syndicales qui leur fait accepter, comme le PS, le PdG et le PCF, la défense de « la France » et la recherche de la « compétitivité » du capitalisme français.

D'ailleurs, elles se précipitent une nouvelle fois aux convocations du gouvernement, à l'exception cette fois-ci de FO (qui en rend responsable non l'avidité du capital français, mais l'Union européenne). Aucune centrale n'exige la fin des subventions aux capitalistes. La CFDT, la CGT, la FSU et l'UNSA ne demandent même pas l'annulation des exonérations de cotisations patronales.

Elles revendiquent une plus grande clarté et une plus grande cohérence dans le financement et les aides apportés aux entreprises pour soutenir l'investissement et l'emploi ; la généralisation de la conditionnalité des aides et exonérations fiscales aux entreprises à la mise en œuvre d'objectifs d'investissement économique et d'investissements sociaux : création d'emplois, qualification des salariés, politiques salariales dynamiques. (CFDT, CGT, FSU et UNSA, Communiqué, 14 janvier 2014)

S'il faut des « conditions » aux exonérations et aux subventions, c'est que ces dernières sont légitimes. Les dirigeants des centrales syndicales qui se rendent aux convocations du gouvernement avalisent le prétendu pacte, trompent les salariés en laissant croire que les capitalistes et les travailleurs sont solidaires.

Aucun pacte avec les patrons ! Classe contre classe !

Si Hollande applique le programme du Medef, les travailleurs seront, à coup sûr, plus précaires, moins payés, moins soignés, moins instruits... Seront-ils, à ce prix, plus nombreux ? Même la presse bourgeoise est sceptique.

Au début des années 1980, le père de Monsieur Gattaz, Yvon, alors président du CNPF (ancêtre du Medef), assurait que l'instauration d'emplois nou-

veaux à contrainte allégée permettait de créer 470 000 emplois... Le premier ministre Jacques Chirac lui donnait satisfaction. Les emplois ne furent pas au rendez-vous. (Le Monde, 3 janvier 2014)

Les travailleurs, les jeunes en formation doivent s'organiser, au sein des syndicats et dans des comités d'action qui regroupent syndiqués, non syndiqués, chômeurs, étudiants, paysans... pour déborder les bureaucraties syndicales et les chasser, pour imposer que les syndicats jouent leur rôle, boycottent la mise en place du pacte anti-ouvrier entre le gouvernement et le patronat, cessent de négocier les attaques du patronat et du gouvernement bourgeois, qu'ils rompent avec « leurs » capitalistes, qu'ils revendiquent l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières, la réduction de la TVA, l'interdiction des licenciements, la baisse du temps de travail et l'augmentation des salaires directs et des cotisations patronales. Dans cette voie, ils auront le soutien de tous les travailleurs du monde et les aideront à faire de même.

Rien n'a une importance plus décisive pour la vie politique et sociale actuelle que la contradiction entre ce fondement économique commun unissant chaque jour plus solidement et plus étroitement tous les peuples en une grande totalité et la superstructure politique des États qui cherche à diviser artificiellement les peuples, par les poteaux des frontières, les barrières douanières et le militarisme, en autant de fractions étrangères et hostiles les unes aux autres. (Rosa Luxemburg, Introduction à l'économie politique, ch. 1)

Pour sortir de la spirale catastrophique de la collaboration de classe, des capitulations, des contre-réformes et du chauvinisme, dans laquelle les sociaux-patriotes essaient d'enfermer les travailleurs et les jeunes, la contre-offensive populaire doit déboucher sur l'expropriation des capitalistes, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, les États-Unis socialistes d'Europe.

Pour empêcher les trahisons du PS, du PCF, du PdG, il faut que l'avant-garde se regroupe et forge un vrai parti ouvrier, donc révolutionnaire et international.

Plus vite les rangs de l'avant-garde fusionneront, plus l'époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destruction. (Léon Trotsky, Manifeste de la 4^e Internationale)

25 janvier 2014

Non au travail le dimanche ! Respect du repos hebdomadaire commun !

La proportion des salariés travaillant de façon occasionnelle ou habituelle le dimanche était de 20 % en 1990, de 25 % en 2002, de 29 % en 2011.

Le 31 janvier dernier, le gouvernement Hollande-Ayrault-Touraine, en oubliant cette fois-ci d'imiter l'Allemagne, validait une pratique illégale du patronat de la distribution de matériel de bricolage en l'autorisant à ouvrir ses magasins tous les dimanches, ouvrant une brèche de plus dans le droit du travail.

Une conquête sociale remise en cause par l'avidité du capital

Le capital rêve de pouvoir disposer à sa guise de la force de travail qu'il exploite. Aujourd'hui la question du travail le dimanche a cessé d'être un enjeu religieux.

La loi de 1906 « *établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et des ouvriers* », un an après la séparation de l'Église et de l'État, est d'abord une loi sociale. Elle accorde une journée de repos hebdomadaire, sous la pression de la CGT, précisant qu'il doit avoir lieu le dimanche, sous la pression des autorités cléricales. Elle ne fut pas immédiatement appliquée ; en 1913, seul un ouvrier sur trois se repose le dimanche.

Certains services ne peuvent pas être suspendus (les hôpitaux ne vont pas fermer le vendredi soir pour ouvrir le lundi matin). Quelques processus industriels ne peuvent pas être suspendus sous peine de détruire les produits ou les équipements. Mais la multiplication des équipes du dimanche et de nuit dans toutes les branches de l'industrie et dans le bâtiment, le travail la nuit et le dimanche dans la distribution, c'est une autre affaire. L'ouverture dominicale ou nocturne des boutiques de luxe est particulièrement scandaleuse ;

Pour que beaucoup puissent passer du temps à ne rien faire, il faut que le salarié passe sa vie à trimer.
(Karl Marx, *Manuscrits de 1861-63*, III)

Aujourd'hui, les commerces non alimentaires sont autorisés à déroger à la loi cinq dimanches par an

et un préfet peut autoriser l'ouverture d'un établissement le dimanche si sa fermeture est « *préjudiciable au public ou compromet son fonctionnement* » (Code du travail, article L221-6).

La bourgeoisie confrontée à ses propres contradictions

En 2008, le gouvernement Sarkozy-Fillon tenta d'ouvrir une brèche supplémentaire pour augmenter le nombre de dimanches travaillés ou le nombre de salariés travaillant le dimanche.

Une fraction de l'UMP - 58 députés, dont les pathétiques Hervé Gaymard et Christine Boutin -, exerça une pression pour que le gouvernement renonce à sa loi. Ils défendaient la petite bourgeoisie traditionnelle, artisans, commerçants et

petites entreprises, qui craignent la concurrence de la grande distribution et les intérêts de l'Église catholique. La loi fut ainsi reportée, ce qui alors réjouissait Jean-Marc Ayrault, qui y voyait une « *défaite pour Nicolas Sarkozy* » (*Les Échos*, 18 décembre 2008).

Une loi fut finalement adoptée en juillet 2009, mais elle était bien moins étendue que ce que souhaitait Sarkozy. En mars 2010 seules trois communes supplémentaires furent classées d'intérêt touristique (elles sont à présent 566) et onze zones obtinrent la qualification d'« usage de consommation exceptionnel ». Au total 255 000 salariés sont concernés.

En 2012, avant son élection, François Hollande souhaitait ouvrir des négociations sur la question, d'autant que le patronat est toujours divisé ; les petits patrons font de la résistance :

Le monde du commerce n'est pas favorable à ouvrir tous les commerces, tous les dimanches, dans toute la France. (Gérard Atlan, président du conseil du commerce de France, *Le Figaro*, 17 février 2012)

Fin octobre 2012, Bricorama, une entreprise de distribution de matériel de bricolage, était condamnée pour avoir fait travailler régulièrement 300 salariés le dimanche. Ne voulant pas être la



seule à payer, elle saisit un juge pour faire condamner ses concurrents Castorama et Leroy Merlin.

Le gouvernement PS-EELV-PRG avalise une violation du droit du travail...

Fin septembre 2013, ces deux entreprises étaient condamnées par la justice pour violation du code du travail. Cela ne fut pas suffisant pour les décourager puisqu'elles décidèrent de garder leurs magasins ouverts sept jours sur sept. Le gouvernement en profitait pour soutenir en creux une telle violation du droit du travail, mais il reste néanmoins partagé, ce qui exprime là encore des intérêts divergents au sein de la classe dominante :

Le Premier ministre doit réunir les ministres concernés pour voir comment faire éventuellement évoluer les choses... le statu quo n'est pas tenable... Il y a des salariés qui ont envie de travailler le dimanche, des gens qui ont envie de faire leurs courses le dimanche. (Marysol Touraine, Ministre des affaires sociales, *Libération*, 29 septembre 2013)

Est-ce que vous pensez que travailler le dimanche, c'est améliorer la vie quotidienne, la vie de famille, la vie sociale ? Je ne le pense pas. (Michel Sapin, Ministre du travail, *Libération*, 29 septembre 2013)

Les nuances qui semblent traverser le gouvernement existent également à l'UMP :

Je pense qu'il faut introduire plus de souplesse et de liberté. (Jean-François Copé, président de l'UMP, *RTL*, 1^{er} octobre 2013).

Il convient de rester sur le cadre législatif tel qu'il existe. (Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, *Le Monde*, 1^{er} octobre 2013)

...à l'aide des directions syndicales

La direction de la CGT, quant à elle, demande une nouvelle loi, à laquelle elle veut être associée :

Le débat sur le travail de nuit et du dimanche est ... une question politique qui doit se traduire par une loi... précédée par une concertation entre les syndicats de salariés, les syndicats d'employeurs et les représentants de l'État. (Thierry Lepaon, *Libération*, 3 octobre 2013)

Dans ce contexte, le changement de législation ne peut être que préjudiciable aux travailleurs. D'ail-

leurs, le gouvernement lui répond favorablement en s'engageant à établir « *un nouveau cadre législatif* » (*Les Échos*, 2 décembre 2013), à l'occasion de la remise d'un rapport « *sur les exceptions au repos dominical dans les commerces* » par Jean-Paul Bailly, l'homme qui a transformé La Poste en société anonyme, qui y a supprimé 80 000 emplois en dix ans. Il préconisait l'augmentation à douze du nombre de dérogations annuelles (contre cinq actuellement), avec possible extension dans certains secteurs (ameublement, électroménager), l'ouverture permanente pour le bricolage, la fixation des salaires par le patron et non par la loi. Dès le 31 décembre, le gouvernement autorisa par décret l'ouverture des magasins de bricolage le dimanche, soit 178 enseignes, ce qui correspond à une légalisation de pratiques illicites du patronat de ce secteur.

La direction de la CGT ne se plaint pas tant du contenu que de l'absence de « *concertation préalable avec les syndicats* » (Dominique Holle, secrétaire fédéral de la CGT-commerce, *Le Monde*, 2 janvier 2014). De son côté, la direction de FO choisit son camp, pas celui des travailleurs mais celui de la petite bourgeoisie, en reprochant au gouvernement « *de permettre aux grosses enseignes telles Leroy-Merlin ou Bricorama de continuer à prendre les parts de marché des petites enseignes* » (*Le Nouvel observateur*, 2 janvier 2014).

Quelles devrait être l'attitude des syndicats et des partis issus de la classe ouvrière ?

- Majoration du salaire de tous travailleurs que leur travail concret, la nature de leur emploi, contraint à travailler le dimanche !
- Aucun esclavage salarié pour servir les bourgeois la nuit ou le dimanche dans les boutiques de luxe !
- Diminution du temps de travail hebdomadaire de l'ensemble des salariés de manière à leur permettre de faire leurs achats dans la semaine, échelle mobile des heures de travail !
- Augmentation des salaires des travailleurs du commerce pour éviter leur division et la tentation pour certains d'accepter de travailler le dimanche ou la nuit !
- Boycott des mises en cause du repos du dimanche !

20 janvier 2014

Halte à la dislocation de l'université publique et à la mainmise des capitalistes !



Lyon 2, 14 décembre 2013

Le gouvernement poursuit la privatisation de l'Université

Hollande vient d'affirmer qu'il était le président des entreprises. Il faut comprendre : de ceux qui les possèdent et non de ceux qui y travaillent. Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fioraso a entrepris de porter un nouveau coup à l'université et la recherche publiques.

À la suite des « Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche » qui ont associé les directions syndicales à son élaboration, l'Assemblée nationale a définitivement adopté, le 9 juillet 2013, la loi « relative à l'enseignement supérieur et à la recherche », dite loi Fioraso, qui prolonge la logique de la loi LRU de 2007, dite loi Pécresse, poursuivant et amplifiant ainsi la politique de destruction de l'ancien gouvernement Sarkozy-Fillon.

Pour son rapporteur, « *ce n'est pas une loi de rupture* » (Vincent Feltesse, député PS, *Le Monde*, 21 mai 2013). Elle poursuit la fausse autonomie budgétaire des universités, puisqu'en réalité elles ne maîtrisent quasiment rien, les dépenses étant définies par les règles de la fonction publique – les salaires représentent 80 % des dépenses – et les recettes sont largement attribuées et encadrées par l'État.

C'est ainsi que, l'État ayant transféré moins de ressources que nécessaire, pour 2014, 15 universités ont voté un budget en déficit, toutes ont procédé à des coupes dans leurs activités pédagogiques et scientifiques, en supprimant des diplômes jugés moins rentables, en créant une concurrence entre disciplines, en gelant des postes, en ne renouvelant pas des contrats (30 % du per-

sonnel des universités est précaire), en acceptant des groupes de TD de plus de 50 étudiants, parfois même en sélectionnant les étudiants par tirage au sort... elles se sont spécialisées dans des formations et des thématiques de recherche qui intéressent leurs financeurs, c'est-à-dire les régions et le secteur privé.

Cette loi se double de la mise en place d'une trentaine de « Communautés d'universités et d'établissements ». Au programme : des fusions directes ou progressives d'établissements publics et privés, principalement sur une base régionale.

Sous la dictée du Medef

En outre, la loi Fioraso renforce le rôle du patronat dans le financement et la gestion des universités, les soumettant plus encore aux intérêts des grands groupes capitalistes. L'objectif central du gouvernement pour l'université devient « *le transfert de la recherche vers le monde économique... la compétitivité de l'économie nationale* ». En substance, il faudra que le travail des universités soit une source immédiate et importante de profit pour les capitalistes, ce qui n'est que très partiellement le cas pour l'instant. Pour la ministre, il faudra que les chercheurs puissent se vendre.

Les slogans du genre « le cerveau n'est pas à vendre à l'économie » appartiennent au passé. (Le Temps, 3 juin 2013)

Pour ce faire, elle vient de constituer un comité, nommé Sup'emploi, avec à sa tête deux anciens patrons, de Manpower et de Schneider Electric.

Pierre Gattaz, président du Medef, exige : « *il faut... concevoir les formations à partir de nos besoins* ». La ministre Fioraso obtempère.

Beaucoup d'universités ont des partenariats avec les entreprises. Il faut maintenant faire tomber les derniers bastions. (Le Monde, 9 décembre 2013)

Les universités seraient alors financées en fonction de leur capacité à fournir de la force de travail aux entreprises :

L'amélioration de l'insertion pourra devenir un des critères d'attribution du budget des universités. (Le Figaro, 19 novembre 2012)

Sarkozy n'aimait pas la princesse de Clèves, Fioraso redoute plus que tout de « discuter de Proust autour d'une table ». (Libération, 19 mars 2013)

La loi maintient l'Agence nationale de la recherche (ANR), qui finance la recherche « par projets » –dictés par les financeurs– au détriment de la recherche fondamentale, elle maintient une agence d'évaluation qui renforce le clientélisme et impose des structurations des unités de recherche en fonction des besoins du patronat, elle maintient la possibilité de modulation des services qui casse les statuts...

Une aspiration à riposter qui reste éclatée

Face aux conséquences de la politique des gouvernements bourgeois successifs, un mouvement s'est esquissé. Une quinzaine d'universités (Montpellier 3, Paris 1, Paris 3, Toulouse 2, Strasbourg, Antilles-Guyane, Le Havre, Evry...) se sont mobilisées, avec des assemblées générales jusqu'à 1 500 étudiants et personnels, parfois réprimées – à Lyon 2 le 21 novembre dernier, 6 étudiants étaient arrêtés par les CRS et la BAC à l'occasion d'un rassemblement à l'appel de leur comité de mobilisation.

Les 23 et 24 novembre, se réunissait à Montpellier une coordination nationale avec des délégations de Paris 8, Lyon 2, Lyon 3, Bordeaux 3, Clermont-Ferrand, Caen, Toulouse, Montpellier 3 pour dénoncer l'austérité appliquée aux universités. Sous la pression des étudiants, elle se prononçait pour l'abrogation de la loi LRU, de la loi Fioraso, pour un cadrage national réel des diplômes, pour un réengagement public dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Les directions syndicales tentent de dévier le combat naissant

Or, les directions syndicales largement dévouées à la cogestion de l'université – en particulier le SNESup-FSU et l'UNEF, mais aussi le SNASUB-FSU, la FERCSup-CGT, le SNPREEES-FO et le SGEN-CFDT – tentent de dévier le mouvement dans la dénonciation de l'étranger (l'UE, alors que les gouvernements sont compétents en matière universitaire) et dans le soutien aux présidents d'université (qui demandent seulement des rallonges budgétaires au gouvernement pour ap-

pliquer son orientation), voire approuvent la loi (l'UNEF).

Ce sont toujours les mêmes manœuvres pour empêcher la grève générale et faire jouer à plein aux conseils d'administration leur rôle de cogestion de la politique gouvernementale. Un tel approfondissement de l'austérité à l'université n'est une surprise que pour ceux qui ignorent le contenu de la loi LRU et les conséquences nécessaires de sa mise en œuvre à travers le transfert de la masse salariale à budget constant.

Le droit au savoir et la recherche scientifique sont de plus en plus incompatibles avec le capitalisme

La majorité des étudiants est confrontée aux maux du capitalisme, et en particulier à la déqualification et au chômage de masse qui frappent la jeunesse.

La bourgeoisie française en tire argument pour « professionnaliser » l'université. En effet, des millions d'étudiants qualifiés et critiques, voilà un luxe inutile et dangereux pour le capitalisme en déclin. D'abord, parce qu'il ne peut pas offrir à la majorité d'entre eux une place correspondant à leur qualification, ensuite parce que l'enseignement nécessite des fonds qu'il n'entend pas verser et dont il voudrait disposer pour ne former que la fraction de la main d'œuvre qui correspond à ses besoins.

Mais, même de son point de vue, le capitalisme est incapable d'établir des plans de formation cohérents, tant la recherche du profit entrave toute projection rationnelle, tant se succèdent rapidement les heurts et soubresauts du capitalisme. La place donnée aux représentants du patronat et des collectivités territoriales dans la gestion des universités renforce la concurrence entre elles, sape le caractère national des formations et des diplômes.

Allant de pair avec la réduction du nombre des personnels de l'enseignement supérieur, la politique poursuivie par les gouvernements bourgeois ne peut qu'aboutir à l'exclusion d'une proportion toujours plus grande d'enfants de travailleurs du droit à la formation. Ce gâchis

d'intelligence, de potentialités créatrices signe à lui seul le caractère profondément réactionnaire du capitalisme.

La défense du droit aux études sous toutes ses formes implique un combat contre l'État bourgeois. Seul un gouvernement des travailleurs et les États-Unis socialistes d'Europe pourront répondre aux aspirations à la formation et à l'égalité. Les délégués élus par les personnels, les étudiants et l'ensemble de la population définiront à l'échelle continentale les formes d'une université correspondant aux immenses besoins d'éducation pour tous.

Se rassembler pour préparer la grève générale afin d'infliger une défaite au patronat et au gouvernement à son service

Ni les étudiants ni les travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche ne sont attachés au profit et aux patrons. Il faut se rassembler autour des revendications suivantes pour préparer les conditions de la grève générale de toute l'université qui permettrait de vaincre le gouvernement :

- Abrogation de la loi LRU et retrait immédiat de la loi Fioraso !
- Suppression des droits d'inscription ! Pour la défense inconditionnelle des statuts et des revenus des personnels travaillant dans l'université et la recherche !
- Suppression de l'ANR, de l'HCERES et de tout organe résultant de la LRU ou de la loi Fioraso !
- À bas la présence des capitalistes dans l'université publique ! À bas la cogestion, syndicats hors des CA !
- Unité des étudiants des STS, des IUT, des facultés, des enseignants, des autres personnels, français et étrangers ! Assemblées générales massives et démocratiques qui décident ! Expulsion des flics des campus et autodéfense des assemblées générales, des grèves et des manifestations !
- Coordination nationale réunissant les délégués élus et révocables des assemblées générales !

22 décembre 2013

Autriche

La formation d'un gouvernement de coalition entre le SPO et l'OVP



Une nouvelle fois, le Parti social-démocrate d'Autriche (Sozialdemokratische Partei Österreichs, SPO) et le Parti populaire autrichien (Österreichische Volkspartei, OVP démocrate-chrétien) ont pu s'unir sur un programme commun de gouvernement. Sauf si, dans les prochaines années, un changement radical se produit par la résistance organisée des ouvriers, des employés, de la jeunesse, cela sera sans doute le dernier gouvernement de coalition avant longtemps. La classe dominante n'aura même plus besoin du parti ouvrier bourgeois SPO et gouvernera par ses représentations directes.

Même sans coalition avec l'OVP, un gouvernement composé seulement de ministres sociaux-démocrates et sous un chancelier fédéral social-démocrate serait un gouvernement bourgeois parce qu'il constituerait le conseil d'administration des affaires communes de la classe dominante. Cette classe est la bourgeoisie, la classe de ceux qui possèdent les usines, l'industrie, les moyens de transport, les banques, donc les moyens de production.

125 ans après la fondation du Parti ouvrier social-démocrate à Hainfeld, le SPO a réussi par sa soumission aux intérêts du capital et l'adoption de tous les vices de l'élite politique bourgeoise (corruption, détachement vis-à-vis de la population travaillante) à décimer sa propre base ou à la soulever contre lui, à abaisser la conscience de classe, à affaiblir l'importance des syndicats, à réduire à néant les conquêtes de décennies de combats pour les acquis sociaux avec la même brutalité que l'OVP et le Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la liberté d'Autriche, FPÖ, fascisant).

Le gouvernement de coalition SPO-OVP repose sur un accord qui soumet totalement la direction social-démocrate à la bourgeoisie. Le resserrement budgétaire doit résulter à 50 % de la fermeture de niches fiscales ou de la lutte contre la fraude fiscale et à 32 % de réduction de dépenses. On ne peut pas compter sur une réelle offensive de la part d'un gouvernement bourgeois pour le recouvrement d'arriérés fiscaux ou la lutte contre le travail au noir. Il faut plutôt s'attendre à des « économies dans l'administration » sous la forme de suppressions de postes dans le secteur de la formation, dans le domaine de la santé ou par des privatisations.

D'ici 2018, les impôts sur la consommation devraient augmenter, les prestations sociales diminuer et l'âge légal de départ en retraite être repoussé. La coalition accentuera nettement la pression sur les chômeurs qui tombent aux mains de l'AMS (Service autrichien de l'emploi). Elle contournera les conventions collectives existantes par le travail précaire. Elle diffèrera le salaire minimum. Au lieu de créer des emplois et des possibilités réelles de qualification pour la jeunesse, on lui inflige des cours absurdes et des palliatifs qui ne servent qu'à embellir les statistiques.

Un signal sans équivoque a été la récente fusion du ministère de la science et de la recherche avec le ministère de l'économie. Ce que nous, marxistes, disons depuis longtemps vient d'être prouvé par le gouvernement bourgeois SPO-OVP : dans le système économique capitaliste existant, il n'y a pas de recherche désintéressée, pas de savoir gratuit. La recherche et l'enseignement sont soumis aux intérêts du capital. La crise récurrente du système de formation vient du désintérêt de la classe dominante à élever le niveau de formation des femmes et des hommes dans l'intérêt de toute la société. Elle montre que le capitalisme ne veut pas donner à la masse des travailleurs le savoir par l'enseignement secondaire et supérieur, encore moins l'esprit critique.

Des protestations se sont déjà manifestées : une résistance de lycéens contre le baccalauréat central, des révoltes des employés du service public contre la réduction de personnel, des manifestations contre le nouveau service des professeurs...

Il est décisif de surmonter la dispersion de ces mouvements contre la politique bourgeoise d'austérité. Il convient de synthétiser les revendications de toutes ces luttes et de les étendre à d'autres couches de la population travaillante et des chômeurs. Les syndicats doivent soutenir ces revendications.

Fondés en tant qu'associations collectives de défense des intérêts des travailleurs, les syndicats sont moins que jamais inutiles ou insignifiants. C'est à cela que les ouvriers peuvent d'ailleurs reconnaître le caractère mensonger du FPO qui se présente frauduleusement comme « *nouveau parti des ouvriers et des sans-grade* » tout en souhaitant briser les syndicats et en finir les conventions collectives.

Mais les appareils bureaucratiques, eux, sont superflus. En collaboration avec la direction social-démocrate du SPO, ils parasitent les syndicats. Ils doivent être chassés et la démocratie ouvrière rétablie dans les syndicats, pour des syndicats lutte de classe, indépendants de l'État bourgeois !

Un aspect essentiel de l'unité des travailleurs contre la classe dominante est le rejet de la haine contre les travailleurs immigrés et les demandeurs d'asile. Halte à la campagne contre les demandeurs d'asile ! Soutien aux principales revendications du mouvement des camps de réfugiés : pour le droit des réfugiés à se déplacer librement, à travailler et à se former ! Halte aux expulsions !

Pour pouvoir défendre les conquêtes sociales et culturelles des travailleurs, il faut un programme politique clair et une orientation internationale tout aussi claire. Les attaques auxquelles sont confrontés maintenant les travailleurs autrichiens, sont les mêmes qui ont précipité les travailleurs grecs dans la misère et la pauvreté, réduit le niveau de vie de la population laborieuse en Espagne et au Portugal, les mêmes que Hartz IV et le chômage de masse pour les travailleurs d'Allemagne.

Spontanément, les luttes ne pourront pas développer un programme complet à partir d'elles-mêmes : il faut pour cela une force agissant avec une conscience politique, un parti ouvrier révolutionnaire et une internationale ouvrière révolutionnaire.

14 janvier 2014

Gruppe Klassenkampf (Groupe lutte de classe, section autrichienne du CoReP)

Le capitalisme mondial à l'orée de 2014

Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé.
(Karl Marx, *Le Capital*, III, ch. 15)

Depuis 2010, la production mondiale croît de nouveau, ainsi que le commerce international et l'emploi total. Ces indicateurs ont même dépassé le niveau d'avant la dernière crise capitaliste mondiale.

Taux de variation du PIB et des échanges internationaux, FMI, janvier 2014

	Sur un an			
	2012	2013	Projections 2014	2015
Production mondiale 1/	3,1	3,0	3,7	3,9
Pays avancés	1,4	1,3	2,2	2,3
États-Unis	2,8	1,9	2,8	3,0
Zone euro	-0,7	-0,4	1,0	1,4
Allemagne	0,9	0,5	1,6	1,4
France	0,0	0,2	0,9	1,5
Italie	-2,5	-1,8	0,6	1,1
Espagne	-1,6	-1,2	0,6	0,8
Japon	1,4	1,7	1,7	1,0
Royaume-Uni	0,3	1,7	2,4	2,2
Canada	1,7	1,7	2,2	2,4
Autres pays avancés	1,9	2,2	3,0	3,2
Pays émergents et pays en développement 1/	4,9	4,7	5,1	5,4
Europe centrale et orientale	1,4	2,5	2,8	3,1
Communauté des États indépendants	3,4	2,1	2,6	3,1
Russie	3,4	1,5	2,0	2,5
Russie non comprise	3,3	3,5	4,0	4,3
Asie, pays en développement d'	6,4	6,5	6,7	6,8
Chine	7,7	7,7	7,5	7,3
Inde 2/	3,2	4,4	5,4	6,4
ASEAN-5 3/	6,2	5,0	5,1	5,6
Amérique latine et Caraïbes	3,0	2,6	3,0	3,3
Brésil	1,0	2,3	2,3	2,8
Mexique	3,7	1,2	3,0	3,5
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	4,1	2,4	3,3	4,8
Afrique subsaharienne	4,8	5,1	6,1	5,8
Afrique du Sud	2,5	1,8	2,8	3,3
<i>Pour mémoire</i>				
Croissance mondiale calculée sur la base des cours de change	2,5	2,4	3,1	3,4
Volume du commerce mondial (biens et services)	2,7	2,7	4,5	5,2
Importations				
Pays avancés	1,0	1,4	3,4	4,1
Pays émergents et en développement	5,7	5,3	5,9	6,5

La Banque mondiale prévoit que le produit intérieur brut du monde va augmenter de 3,2 % en 2014 par rapport à celui de 2013 ; le Fonds monétaire international prévoit même 3,7 %. Les pays les plus riches (« économies avancées ») renoueraient avec la croissance (+1,5 % selon le FMI) surtout grâce aux États-Unis (+2,4 % selon le FMI), alors que les pays à richesse intermédiaire (« économies émergentes ») verraient leur croissance se poursuivre à un rythme élevé (+5 % selon le FMI) grâce à la Chine (+7,5 %) et quelques autres, bien que certains ralentissent nettement (particulièrement le Brésil : +1 %). L'Argentine semble même sombrer dans la crise, comme en 2001.

Le prolétariat a fait les frais de la crise de 2007-2009

Périodiquement, on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur, et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continuelles. On ne produit pas trop de richesses. Mais on produit périodiquement trop de richesses sous des formes capitalistes, contradictoires. (Karl Marx, *Le Capital*, III, ch. 15)

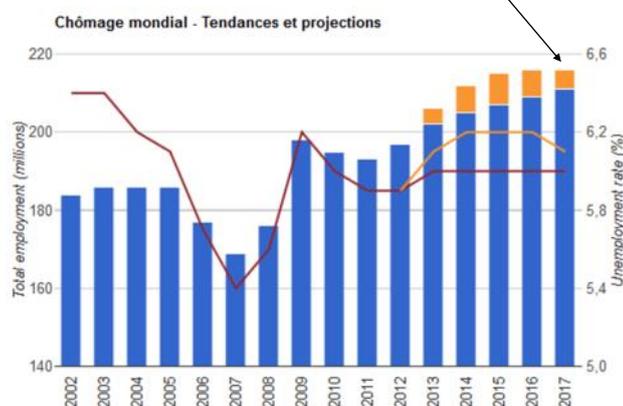
Le prolétariat mondial a payé un prix élevé à la crise mondiale de 2007-2009 : chômage de masse, intensification du travail, baisse des salaires...

La compétition internationale exacerbe la propension du capital à réduire le travail vivant et son coût, ce dont témoignent en France la loi facilitant les licenciements et les baisses de salaire négociée en janvier 2013 par tous les syndicats et votée en juin par la majorité PS-EELV-PRG ainsi que l'annonce du « pacte de responsabilité » par Hollande, actuellement négocié par les « partenaires sociaux ».

La reprise mondiale de 2010 est le fruit de l'augmentation du taux d'exploitation. L'élargissement des inégalités de patrimoine et de revenu en est l'indice. Dans le monde, les 85 personnes les plus riches possèdent autant que toute la moitié la plus pauvre de la population (Oxfam, *En finir avec les inégalités extrêmes*, 20 janvier 2014). La France ne fait pas exception.

Entre 2008 et 2011... les 10 % les plus riches ont gagné presque 24 milliards d'euros, la masse de

Nombre de chômeurs en diagramme (échelle de gauche)
hypothèse pessimiste →
Taux de chômage en courbe (échelle de droite)



leurs revenus ayant augmenté de 355,6 à 359,6 milliards d'euros. À lui seul, ce dixième le plus riche a reçu 70 % de l'ensemble de la croissance de l'ensemble des revenus (24 milliards). (Observatoire des inégalités, 21 janvier 2014)

La reprise poussive n'a pas résorbé l'immense armée de réserve du capitalisme qui paupérise une partie de la classe ouvrière et pèse sur les salaires de l'autre.

*La condamnation d'une partie de la classe ouvrière à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit des capitalistes individuels, mais du même coup et au bénéfice de l'ensemble de la classe capitaliste, elle maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation. (Karl Marx, *Le Capital*, I, ch. 25)*

Le taux de chômage devrait se maintenir à 6 %, voire augmenter.

*Au rythme actuel, 200 millions d'emplois supplémentaires seront créés d'ici à 2018. C'est inférieur au niveau requis pour absorber le nombre grandissant de nouveaux arrivants sur le marché du travail. (OIT, *Tendances mondiales de l'emploi*, 21 janvier 2014)*

Le nombre de chômeurs a atteint 202 millions en 2013, 6 % de la population active mondiale, sans compter les découragés qui ne recherchent plus un emploi.

*Dans de nombreuses économies avancées, la durée du chômage a doublé par rapport à la situation antérieure à la crise... Même dans les pays où sont apparus des signes encourageants de reprise économique, comme les États-Unis, le chômage de longue durée touche plus de 40 pour cent de l'ensemble des demandeurs d'emploi. (OIT, *Tendances mondiales de l'emploi*, 21 janvier 2014)*

En France, vu la faiblesse particulière de la croissance économique, la baisse du chômage promise par Hollande est peu vraisemblable.

*Le taux de chômage s'est établi à 10,9 % de la population active en moyenne au troisième trimestre 2013 (10,5 % en France métropolitaine)... D'ici mi-2014, le taux de chômage augmenterait de 0,1 point, à 11,0 %. (INSEE, *Note de conjoncture*, décembre 2013)*

Le capitalisme drogué à l'aide étatique

La reprise est fragile, parce que la destruction du capital sous toutes ses formes (le capital argent, le capital variable...) a été insuffisante. Une masse colossale de capital prétend à la plus-value mondiale.

En effet, la purge de 2007-2009 a été atténuée par les États nationaux, chacun pour soi, au prix de palliatifs qui préparent la prochaine crise capitaliste mondiale. Les faillites ont été limitées artificiellement, les grands groupes bancaires et industriels ont partout été sauvés par leur État, sans égard pour les dogmes libéraux. Par exemple, le gouvernement Sarkozy, qui disait que les caisses de l'État étaient vides, a prêté par dizaines de milliards aux banques françaises, et donné des milliards aux groupes industriels PSA, Renault, Alstom... Le gouvernement Hollande a déjà garanti à hauteur de 7 milliards d'euros la filiale bancaire de PSA, il apporte maintenant 1,5 milliard au groupe PSA lui-même et 1 milliard d'euros au groupe d'armement Dassault.

En sus, les grandes banques centrales du monde injectent à haute dose des crédits dans leur capitalisme depuis cinq ans.

Quand la crise frappa, les grandes banques centrales comme la Fed et la Bank of England cassèrent leur taux d'intervention sur le marché interbancaire pour stimuler l'économie. (The Economist, 14 janvier 2014)

Début 2014, de nombreux taux directeurs restent minimes : Réserve fédérale, 0,25% ; Banque d'Angleterre, 0,5 % ; BCE, 0,25 % ; Banque du Japon, 0,1 %. Les taux réels sont même négatifs, si on tient compte de l'inflation.

Les politiques monétaires « accommodantes » sont un des deux axes des politiques économiques d'inspiration keynésienne, avec les déficits budgétaires, pour relancer le capitalisme en cas de « récession ». Keynes était un économiste bourgeois du temps du déclin du capitalisme, qui s'en remettait à l'État bourgeois et au protectionnisme pour pallier l'insuffisance de la demande qui était, pour lui, la cause des crises.

L'argument est que, si la banque centrale prête à bas taux aux banques ordinaires, celles-ci répercuteront en proposant des prêts moins coûteux à leurs clients, si bien que les entreprises non financières et les ménages empruntant davantage, ils dépensent plus, donc la demande de biens et de services augmente. En réalité, si le taux de profit qu'obtiennent les entreprises capitalistes est insuffisant, elles n'investissent pas davantage, même si le taux d'intérêt qu'elles doivent verser est réduit.

Mais, même en coupant le taux directeur autant qu'elles purent, jusqu'à proximité de zéro, elles échouèrent à déclencher la relance. Les banques centrales commencèrent alors à expérimenter d'autres outils pour encourager les banques à injecter de la monnaie dans l'économie. (The Economist, 14 janvier 2014)

Les banques centrales se mirent à pratiquer des « politiques non conventionnelles » en ajoutant à la baisse des taux directeurs qui ont atteint leur plancher, un « assouplissement quantitatif » : prolonger les prêts aux banques, leur prêter autant qu'elles le demandent, accepter en garantie des actifs douteux, leur racheter des obligations d'État...

Les banques centrales créent de l'argent en rachetant aux banques des actifs comme les obligations d'État contre de la monnaie nouvelle... Comme la baisse des taux, l'assouplissement quantitatif est supposé stimuler l'économie en poussant les banques à prêter. L'idée est que les banques se servent de la monnaie obtenue pour acheter de nouveaux titres pour remplacer ceux qu'elles ont vendus à la banque centrale. Cela fait augmenter la valeur des actions et baisser les taux d'intérêt, ce qui promet l'investissement. (The Economist, 14 janvier 2014)

La dépendance du capitalisme décadent au crédit fourni par un rouage de l'État bourgeois est telle que la directrice générale du FMI conseille de le sevrer progressivement.

Dans les économies avancées en particulier, les banques centrales ne devraient revenir à des politiques monétaires plus conventionnelles que lorsqu'une croissance vigoureuse sera fermement établie. (Christine Lagarde, Allocution, 15 janvier 2014)

L'échec de Larry Summers, qui souhaitait mettre fin à ces « politiques non conventionnelles », dans la course à la tête de la Réserve fédérale en 2013, est une autre illustration.

Les grandes banques sont donc, directement et indirectement, subventionnées à grande échelle. L'estimation, pour la seule zone euro, est de 320 milliards d'euros chaque année entre 2007 et 2012.

D'autres conséquences sont que la masse monétaire mondiale augmente bien plus vite que le PIB et que, malgré toutes les diatribes des gouvernants contre « la finance » (en France, tant de Sarkozy que de Hollande), la spéculation a repris, sur les produits financiers dérivés et sur les actions cotées, ce qui explique la remontée spectaculaire des grandes bourses mondiales (depuis l'été 2012, l'indice CAC 40 a augmenté de 50 %, depuis 2009, l'indice Dow Jones a plus que doublé...).

Cependant, il n'y a aucun consensus sur l'assouplissement quantitatif. Des études soutiennent qu'il augmente un peu l'activité économique. Mais certaines se préoccupent du flot de liquidités qui encourage les comportements financiers à

risque et qui inonde les pays émergents qui éprouvent des difficultés à gérer tant de monnaie. D'autres redoutent que, lorsque les banques centrales vendront les actifs qu'elles ont accumulés, les taux d'intérêt bondiront, mettant en cause la reprise. (The Economist, 14 janvier 2014)

Comme le montrent le retour des bulles financières et des bonus faramineux des courtiers, la persistance du chômage de masse et la prospérité ininterrompue des paradis fiscaux... aucun rebouteux keynésien, aucun parti social-patriote ne peut empêcher les crises, rajeunir le capitalisme, le débarrasser de la spéculation et de la finance.

Les sociétés par actions représentent la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production... Dans certaines sphères, elle établit le monopole, provoquant ainsi l'immixtion de l'État. Elle fait surgir une nouvelle aristocratie de la finance et une nouvelle catégorie de parasites. (Karl Marx, Le Capital, III, ch. 27)

Quand les banques centrales, y compris la BCE, rachètent des obligations émises par un État, elles le financent indirectement (la « planche à billets », officiellement interdite par les traités de l'Union européenne). Le capitalisme chinois est lui aussi dopé au crédit. Les banques semblent avoir accumulé une



Cambodge, novembre 2013, ouvriers du textile

masse gigantesque de créances douteuses qui menacent de précipiter une crise financière.

La dette chinoise, publique et privée, aurait atteint, fin 2013, 218 % du PIB, contre seulement 151 % cinq ans plus tôt. Une envolée qui rappelle celles qu'ont connues les États-Unis ou le Japon avant l'explosion de leur propre bulle financière. (Les Échos, 10 janvier 2014)

Au total, la dette publique mondiale dépasse 35 000 milliards de dollars (à titre de comparaison le PIB annuel de la France est de 2 800 milliards de dollars). La dette publique des 10 principales économies capitalistes est passée de 78 % de leur PIB en 2007 à 114 % en 2014. Aux États-Unis, la dette représente 110 % du PIB, au Japon 210 %, en Grande-Bretagne 120 %, en France 95 %.

Officiellement, l'heure est donc au « rééquilibrage », à la baisse des déficits publics, mais l'austérité budgétaire recouvre en pratique une forme d'abaissement de la valeur de la force travail par la diminution des prestations sociales (chômeurs, retraités, soins...), des services d'éducation ou de santé... Partout, ce sont les travailleurs qui devraient supporter le remboursement de ces dettes publiques et le versement des intérêts aux mêmes riches qui réclament des diminutions d'impôt.

Les pays dont la marge de manoeuvre est plus limitée pourraient être contraints de resserrer leur politique bud-

gétaire pour réduire leurs besoins de financement. (Banque mondiale, Communiqué de presse, 14 janvier 2014)

En France, le gouvernement Hollande-Ayrault s'emploie à « resserrer la politique budgétaire », c'est-à-dire à poursuivre le blocage des salaires des fonctionnaires et à couper dans les dépenses sociales.

Les rivalités impérialistes s'intensifient

La Chine est désormais le pays qui échange le plus de marchandises (total des exportations et des importations de biens et d'énergie), devant les États-Unis. Déjà, avant le déclenchement de la crise, l'affaiblissement relatif du premier impérialisme mondial, l'impérialisme américain, marqué par son échec en Irak et en Afghanistan et par son incapacité de remodeler à sa guise « un grand Moyen-Orient », avait ouvert la voie aux initiatives jusque-là contenues d'autres impérialismes moins puissants. L'ancien ordre au plan international est en train d'être bouleversé, générant la multiplication des conflits qui sont autant de signes de la rivalité croissante entre les puissances impérialistes.

Les tensions militaires s'intensifient en mer de Chine. L'impérialisme chinois veut assurer la sécurité de ses voies maritimes et affaiblir la domination japonaise et américaine dans la zone pacifique. De son côté, le gouvernement Abe du Japon veut changer la constitution trop pacifiste et développer l'armée. Dans le conflit des îles avec la Chine, il répond rapidement. Les États-Unis appuient le Japon et font des démonstrations de force militaire.

En Europe, l'Allemagne est prépondérante. Le capitalisme français, s'il reste la 5^e économie du monde, est déclassé comme en témoignent la baisse de sa part de marché (ses exportations de marchandises ne représentent désormais que 3 % des exportations mondiales) et son solde commercial (le déficit tourne autour de 60 milliards d'euros par an). Alors que la zone euro retrouve la croissance, la France est un des pays où la reprise est la plus faible (le FMI prévoit 0,9 % de croissance en 2014) ; en particulier, sa production industrielle reste inférieure à celle d'avant la crise. Tel est le contexte qui a nourri la fronde fiscale des patrons français, obtenant le « Pacte d'avenir pour la Bretagne » puis le « Pacte de responsabilité ».

En Ukraine, les manifestations dites pro-européennes traduisent l'aspiration des travailleurs et des jeunes aux libertés démocratiques et à l'indépendance nationale. La base a manifesté une capacité d'auto-organisation qui évoque le début des révolutions tunisienne et égyptienne. Mais les masses sont sans direction révolutionnaire. Dans ces conditions, ceux qui occupent le devant de la scène sont des partis bourgeois, voire fascistes.

Deux cliques de la bourgeoisie s'opposent qui misent sur des impérialismes différents, l'Allemagne et les États-Unis pour l'une, la Russie pour l'autre. La clique au pouvoir a pu signer un accord avec Poutine car le préalable de l'Union européenne à l'accord avec l'Ukraine était la restriction des dépenses publiques et la rupture avec la Russie voisine. Seul le prolétariat pourrait libérer le pays de la domination étrangère et assurer la démocratie la plus grande, en prenant le pouvoir et en ouvrant la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

En Syrie, c'est la Russie qui a obtenu la sortie de la crise au profit d'Assad alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France envisageaient d'intervenir directement. Au début c'était une révolution populaire contre un régime policier, puis elle s'est transformée en guerre entre deux fractions bourgeoises soutenues chacune par des gouvernements régionaux réactionnaires (Iran et Irak pour Assad ; Turquie, Arabie saoudite et Qatar contre) et les puissances impérialistes (Russie et Chine pour Assad ; EU et UE contre). Au sein de l'insurrection, Al-Qaida soutenu par l'Arabie saoudite et les Frères musulmans appuyés par le Qatar s'affrontent désormais. Les rivalités entre cliques bourgeoises nationales, entre les États de la région et entre puissances impérialistes coûtent cher aux travailleurs, aux femmes, aux minorités nationales et religieuses qui subissent déplacements, bombardements, terreurs, tortures. Leur révolte, amorcée dans le cas des Kurdes, peut sortir le pays et la région de la spirale de destruction et de réaction.

L'impérialisme français a joué un rôle secondaire en Ukraine, échaudé par l'échec de Sarkozy en Géorgie. Au même moment, il est intervenu militairement et politiquement en Centrafrique. La France se voudrait incontournable pour le maintien de l'ordre en Afrique, en profitant des difficultés militaires et diplomatiques des États-Unis, de la faiblesse militaire de la Chine, elle tente de s'affirmer à l'échelle de tout le continent, y compris les pays anglophones où la croissance est plus forte. Les tentatives répétées du gouvernement Hollande de faire payer l'Union européenne pour ses décisions unilatérales au compte de sa bourgeoisie restent vaines. Au-delà de l'annonce du retrait de troupes du Mali, il s'agit en réalité d'une installation militaire permanente.

Le puzzle comprendra les « pôles de coopération » anciens, bases capables de piloter de grosses opérations ou d'être des réserves de forces – Dakar, N'Djamena, Libreville, Djibouti – à côté de points d'entrée côtiers – Douala, Abidjan – pour acheminer des renforts, et de ponts d'appui nombreux, plus ou moins importants au gré des besoins, armés le plus souvent de forces spéciales : Atar en Mauritanie, Gao et Tessalit au Mali, Ouagadougou au Burkina Faso, et, au Niger, Niamey (le tout nouveau pôle dévolu aux drones et au renseignement)... (Le Monde, 5 janvier 2014)

Les dépenses militaires sont sous-estimées dans le budget prévu de l'État, car les interventions extérieures font, chaque année, exploser les prévisions. L'intervention au Mali a rapporté à l'armée plus d'un demi-milliard d'euros supplémentaires.

La défense bénéficiera de 578 millions d'euros dans le projet de loi de finances rectificative, assurés par la solidarité interministérielle, pour financer le surcoût des opérations extérieures (Opex) des armées, notamment au Mali. (Le Monde, 28 novembre 2013)

Pour l'armée, la police et les groupes capitalistes de l'armement, il n'y a pas d'austérité budgétaire.

Socialisme ou barbarie ?

Le capitalisme entraîne l'humanité vers la catastrophe : crises économiques, guerres, perturbations climatiques, militarisme, cléralisme, xénophobie... La voie pour en sortir ne repose pas sur davantage d'État bourgeois, mais sur la liquidation de celui-ci et sur l'expropriation du capital pour abolir le salariat et faire place à la libre association des producteurs.

Pour cela, il faut un programme, une stratégie, un parti. Le combat pour la construction de l'internationale ouvrière, d'un parti communiste révolutionnaire dans chaque État, prend appui sur le mouvement spontané des masses, comme la mobilisation des lycéens en France contre l'expulsion de jeunes étrangers par le gouvernement dirigé par le Parti « socialiste », les manifestations de la population d'Ukraine pour les libertés démocratiques, la rupture du syndicat de la métallurgie avec le gouvernement de massacreur de mineurs de l'ANC et du Parti « communiste » sud-africain, la résistance des Kurdes de Syrie au régime sanguinaire de Assad comme aux bandes armées cléricales, les mobilisations des ouvrières du textile du Bangladesh et du Cambodge.

Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leur intérêt soit commun. Pour que leur intérêt puisse être commun, il faut abolir les rapports de propriété actuels, qui déterminent l'exploitation des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens. La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés. (Karl Marx, Discours de soutien à la Pologne, 30 novembre 1847)

27 janvier 2014

Nouvelles de Turquie

Les médias français ont longtemps répandu l'idée que le parti clérical au pouvoir était démocratique et qu'il servirait de modèle d'islamisme modéré à tout le Proche-Orient. La répression de la révolte du parc Gezi a dissipé cette illusion.

2002-2013 : l'AKP mate l'armée et s'impose comme la principale force politique de la bourgeoisie turque

Le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) de Recep Tayyip Erdoğan, issu d'une scission du Parti de la prospérité (Refah Partisi) ouvertement islamiste, est arrivé au pouvoir au début des années 2000 à la suite d'une crise économique majeure dont la bourgeoisie s'est sortie en baissant les salaires, en repoussant l'âge de départ à la retraite et en privatisant en masse sous la supervision du FMI.

Depuis, grâce à la « compétitivité retrouvée », aux aides européennes et à l'union douanière avec l'Union européenne qui a permis à la Turquie de devenir la « petite Chine de l'Europe », le pays a connu une croissance économique significative et une réelle accumulation nationale de capital. C'est désormais la 1^{re} économie du Proche-Orient et la 7^e d'Europe.

Durant cette période, l'AKP a remporté avec une confortable avance trois élections législatives successives grâce aux liens étroits avec la nouvelle bourgeoisie anatolienne et avec l'appareil d'État, l'audience auprès de la paysannerie et des travailleurs des petites structures ou de ceux ayant subi l'exode rural. Ainsi, il est parvenu à réduire le poids politique de l'armée qui se posait en gardienne de la nation n'hésitant pas à interdire au besoin des partis politiques qu'elle déclarait dangereux pour « l'unité de la nation » : communistes, kurdes, islamistes. L'influence des négociations d'adhésion à l'Union Européenne et des réformes de libéralisation à cet effet ont aussi joué un rôle dans le retour de l'armée à ses casernes.

L'AKP, en retour, n'a pas mis en cause l'appartenance à l'OTAN, ni les liens de l'armée turque avec l'armée américaine, ni les revendications territoriales héritées du kémalisme.

Les milieux d'affaires istanbuliotes et l'état-major (car l'armée constitue une gigantesque entreprise capitaliste) craignent qu'Erdoğan favorise la bourgeoisie anatolienne émergente à son détriment. La petite bourgeoisie occidentalisée des grandes agglomérations suspecte depuis toujours, non sans raison, le gouvernement de l'AKP de vouloir islamiser progressivement la société turque.

Les travailleurs organisés qui ne sont pas sous l'influence de la religion ont, eux, compris depuis longtemps que le gouvernement de l'AKP était du côté de la bourgeoisie et que la lutte interne à la bourgeoisie entre une frange kémaliste et une nouvelle bourgeoisie religieuse émergente ne changeait pas grand-chose à l'affaire. En février 2013, la répression s'est abattue sur les syndicalistes.



Mai 2013 : la révolte populaire du parc Gezi d'Istanbul

L'alliance de ces couches prolétariennes avec la jeunesse qui aspire à plus de liberté, toutes choquées par la brutalité de la répression policière, explique en grande partie l'amplitude de la révolte qui a embrasé la Turquie au début de l'été.

Au départ, suite à la répression brutale le 27 mai d'un rassemblement d'une cinquantaine d'écologistes et de riverains s'opposant à la destruction du parc Gezi, un mouvement de protestation de centaines de milliers de personnes s'est étendu à pratiquement toutes les provinces turques, dans certaines grandes villes les manifestations ont débouché sur de véritables émeutes.

Les revendications allaient de la protection du parc jusqu'à la démission du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan en passant par l'abrogation des lois cléricales comme la limitation de la vente d'alcool ou l'autorisation de porter le voile islamique dans le secteur public. Au moyen d'une répression féroce qui a fait une dizaine de morts et

des milliers de blessés, le gouvernement a pu garder le contrôle de la situation.

Les partis se réclamant du nationalisme turc (CHP), du nationalisme kurde (BDP), du socialisme se sont ralliés. Des confédérations minoritaires, la DISK (Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie) et la KESK (Confédération des syndicats de fonctionnaires), ainsi que la TTB (Union des médecins turcs) et la TBB (Union des avocats turcs) ont appelé à la solidarité avec les manifestants.

Le mouvement s'est étendu à Beşiktaş, Antalya, İzmir, Ankara, Antakya, Edirne, Malatya, Mersin. Plus d'un million ont défilé dans la rue.

Les policiers ont reculé et le parc a été rouvert pour un temps au public. Les barricades ont été mises en place. Le Parc Gezi est devenu un lieu que l'État ne pouvait pas contrôler et qui avait son propre hôpital, sa propre bibliothèque et une cafétéria.

Le 15 juin, la police a évacué brutalement le parc Gezi. Au total, 8 000 personnes ont été blessées. Les journalistes ont été particulièrement visés. Des centaines de personnes ont perdu un œil à cause des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes tirées aux visages. Six manifestants ont perdu la vie par matraquages ou tirs à balles réelles.

Erdogan : entre ralentissement économique et volonté de se maintenir au pouvoir

La croissance économique qui repose en partie sur des groupes capitalistes étrangers cherchant à profiter de débouchés et d'une main d'œuvre bon marché (dont Alcatel-Lucent, Carrefour, Danone, L'Oréal, Lafarge, Michelin, PSA, Renault, Saint Gobain, Schneider, Sodexo, Total) montre des premiers signes de ralentissement et l'endettement ne fait que croître dans des proportions inquiétantes. Bref, que la bourgeoisie soit kémaliste ou islamiste, la crise du capitalisme ne fait pas de distinction.

C'est dans ce contexte qu'Erdogan qui ne peut plus se représenter pour des raisons constitutionnelles au poste de premier ministre vise la présidence de la République avec des pouvoirs accrus en 2014. Les récentes ouvertures envers les Kurdes avec par exemple le processus de paix en cours avec la rébellion du PKK, l'autorisation de l'enseignement de la langue kurde dans le privé ou la levée de l'interdiction des lettres W, Q et X qui existent en kurde mais

pas en turc sont considérés par certains comme un investissement électoral dans ce but.

A contrario, la dérive autoritaire avec de nombreux emprisonnements de journalistes, la férocité de la répression de la contestation du parc Gezi, les messages envoyés à la base bigote du parti avec la restriction de l'avortement, la limitation de la vente d'alcool, l'autorisation de porter le voile islamique dans le secteur public, les déclarations sur la nécessité d'abolir la mixité dans les résidences universitaires s'expliquent aussi dans ce contexte.

Crise politique au sommet de l'État : Erdogan contre Gülen

Un scandale de corruption de grande ampleur divise désormais l'AKP. Il faut savoir qu'il existe en Turquie une véritable industrie d'établissements privés d'aide à la préparation aux concours de l'université qui profitent de la faiblesse du système d'éducation publique pour devenir incontournables. La confrérie religieuse de l'imam Fethullah Gülen, réfugié depuis 1999 aux États-Unis et qui a longtemps été l'allié de l'AKP, tire une partie considérable de ses revenus de ces établissements appelés des « dersane ».

Or, Erdogan, probablement inquiet de la puissance de cette confrérie, a récemment voulu les fermer, ce qui n'a pas manqué de déclencher une guerre ouverte entre le mouvement de Gülen et les partisans d'Erdogan. Cette guerre ouverte a pris la forme de mises en accusation pour corruption des membres du premier cercle du pouvoir par des procureurs proches du mouvement de Gülen qui s'étaient déjà illustrés lors des procès contre les officiers haut placés de l'armée. En clair, le mouvement de Gülen était parfaitement au courant de ces affaires de corruption et avait à l'évidence des dossiers en réserve.

La réponse du premier ministre Erdogan a été à mille lieux d'une quelconque contrition : bafouant ce qui restait de l'indépendance du système judiciaire, des centaines de procureurs et de cadres de la police nationale suspectés d'être proches de la confrérie ont été mutés d'office et remplacés par des fidèles, à la vue et au su de toute la population. La justification officielle os-

cille entre la défense contre un complot qui serait ourdi depuis l'étranger entre autres par le « lobby du taux d'intérêt » (en clair, par les « banquiers juifs ») et des jérémiades de plus en plus populistes sur l'honnêteté qui ne serait plus à prouver des membres de l'AKP : Erdogan prétend qu'il renierait son propre fils s'il était mêlé à une affaire de corruption.

Chaque jour apporte son lot de révélations, et dans ce contexte, la livre turque et la bourse s'effondrent. Les milieux bourgeois les plus optimistes misent sur les élections municipales de mars 2014 pour retrouver un peu de stabilité. Quant au prolétariat, il a encore moins à attendre.

Construire une alternative politique ouvrière

Pour résumer, l'espoir de voir l'AKP améliorer les libertés publiques a fait long feu, la reconnaissance du génocide arménien reste toujours un

tabou et aucune ouverture ne se profile à l'horizon sur la question de l'occupation militaire du nord de Chypre. Si la bourgeoisie kémaliste n'avait pas su résoudre ces questions, la bourgeoisie islamiste vient également de montrer ses limites.

Cela démontre bien que seul un gouvernement de la classe ouvrière et de la jeunesse pourra régler la question de la démocratie et celles des droits des minorités. La conclusion de notre article de juin 2011 conserve donc toute sa pertinence :

La question de savoir quelle classe doit gouverner pour organiser la production non pas en fonction des profits mais pour la satisfaction des besoins des masses reste donc entière, et la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, débarrassé des illusions guérilléristes, staliniennes ou nationalistes, plus que jamais d'actualité. (Combattre pour en finir avec le capitalisme n° 25)

17 janvier 2014, Musti

États-Unis La classe ouvrière commence-t-elle à se rebiffer ?

Toute la presse américaine l'a remarqué, le 5 novembre, lors d'une élection municipale partielle à Seattle (650 000 habitants, bastion industriel et capitale de l'Etat de Washington sur la côte Ouest), Kshama Sawant, candidate de Socialist Alternative (Alternative socialiste) est entrée au conseil municipal, battant avec 80 000 voix (50,65 % des suffrages exprimés) le candidat du Democratic Party (Parti démocrate du président au pouvoir).

Les gens d'ici sont habitués à voir des libéraux [progressistes] gérer. Mais personne ne s'attendait à Kshama Sawant. Madame Sawant, une professeure d'économie de 41 ans, immigrée d'Inde, a pris sur leur gauche les libéraux, sans cacher son socialisme. Quand elle occupera au titre du Socialist Alternative Party un des neuf sièges du conseil municipal de Seattle à partir du 1^{er} janvier, elle deviendra une des rares socialistes élus du pays, une étiquette que la plupart des politiciens fuient comme la peste. (New York Times, 28 décembre 2013)

À Minneapolis (400 000 habitants, capitale de l'Etat du Minnesota dans le nord du pays, également riche d'une vieille tradition de luttes ouvrières), un autre candidat de SA a obtenu 37,5 % des suffrages. Est-ce le signal de la fin de la phase historique décrite par le capitaliste de la finance Buffet ?

Il y a une lutte de classe, c'est vrai ; mais c'est ma classe, celle des riches, qui mène la guerre, et nous la gagnons. (New York Times, 26 novembre 2006)

Le déclin politique du mouvement ouvrier à l'époque du « rêve américain »

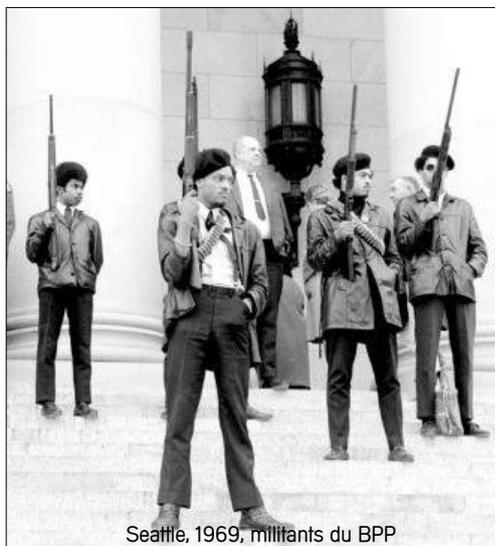
La classe ouvrière de l'industrie et des services publics avait, après la Deuxième guerre mondiale, bénéficié de l'hégémonie mondiale de sa bourgeoisie qui était en mesure d'accorder des concessions (salaires directs, assurance santé, enseignement public...) dont la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO s'attribuait le mérite, sans oublier de se servir au passage.

La bureaucratie syndicale bloquait l'expression politique de la classe ouvrière en soutenant électoralement et financièrement le Parti démocrate, tout autant parti de la bourgeoisie impérialiste que son rival le Parti républicain. En lien avec le ministère des affaires étrangères et la CIA, elle a joué un rôle dans le mouvement ouvrier international au compte de son impérialisme (entre autres, dans la scission FO de la CGT en 1947).

Les organisations politiques ouvrières existant au sortir de la guerre accentuèrent dans cette période leur opportunisme politique antérieur ou dégénèrent sous la pression de la « chasse aux sorcières » anticomuniste : le PCUS stalinien et les SDUSA sociaux-démocrates soutinrent le Parti démocrate ; le WP shachtmaniste se liquida dans les SDUSA. Même le Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs) trotskyste, le seul parti à avoir subi la répression durant la guerre par fidélité au programme révolutionnaire de la 4^e Internationale, devint au milieu des années 1950 opportuniste, puis trouva au début des années 1960 un substitut à la révolution prolétarienne mondiale dans l'adaptation au castrisme.

Dans les années 1960 et 1970, les luttes des Noirs et des étudiants

La poussée de la révolution mondiale de la fin des années 1960 se traduit aux États-Unis par les luttes massives des Noirs et des Amérindiens pour l'égalité, des grèves ouvrières (grèves sauvages dans l'automobile de l'Ohio, syndicalisation des ouvriers de l'agriculture en Californie...), la radicalisation de la jeu-



nesse étudiante contre la guerre, la bataille des femmes pour le droit à l'avortement, la lutte des homosexuels contre la répression policière et l'égalité des droits...

En 1968-1969, sous la présidence du démocrate Johnson, le FBI et la police réprimèrent avec une extrême violence le Black Panther Party (Parti des panthères noires) Ce mouvement nationaliste radical liait à juste titre la révolte de la minorité afro-américaine à la guerre anti-impérialiste des travailleurs vietnamiens et prônait légitimement l'autodéfense des Noirs. Mais il était incapable de s'adresser aux travailleurs blancs. Infiltrations, provocations, arrestations, emprisonnements, chantages, assassinats furent pratiqués par la « démocratie » bourgeoise. Mumia Abu-Jamal est toujours en prison.

Épouvantée par le sort du BPP, la direction du SWP prit ses distances à partir de 1969 avec la stratégie de la guérilla toujours défendue par son organisation-sœur française, la LCR, et sombra dans le pacifisme, s'immergeant dans le mouvement noir bourgeois (NAACP), le mouvement féminisme bourgeois (NOW), dirigeant un mouvement contre la guerre du Vietnam sur une ligne pacifiste compatible avec la gauche du Parti démocrate (NPAC). Dans les années 1980, sa direction rompit avec le SUQI et renia le trotskysme pour devenir une secte castriste insignifiante.

L'opposition à la guerre a rassemblé des masses de plus en plus larges (femmes, Noirs, Chicanos, syndicalistes). Au début des années 1970, les présidents Nixon et Ford (républicains) ont encore consenti des prestations gratuites et des revenus sociaux aux travailleurs pauvres, promu une élite noire, malgré la charge financière colossale de la « course aux armements » et de l'intervention militaire massive au Vietnam et au Cambodge (jusqu'à 500 000 militaires, plus de bombes déversées que durant toute la Deuxième guerre mondiale). Ces tâches de direction du capitalisme ont contribué à la désindustrialisation du pays, à l'essor de ses rivaux européens et japonais, à l'inflation mondiale des années 1970 et à la dislocation du système monétaire international mis en place en 1944.

La classe ouvrière victime depuis les années 1980 de la revanche de l'oligarchie capitaliste

L'affaiblissement du capitalisme américain vis-à-vis de ses rivaux impérialistes, la crise capitaliste mondiale de 1974 et la défaite au Vietnam en 1975 ont sonné le glas des concessions et inauguré le prétendu tournant libéral, en fait la contre-offensive sordide de la classe dominante, menée quel que soit le parti au pouvoir, « démocrate » ou « républicain ».

L'État bourgeois réprima les grèves revendicatives (par exemple, en 1981, le président républicain Reagan brisa la grève des contrôleurs aériens en licenciant plus de 10 000 travailleurs) et détricota les conquêtes sociales (par exemple, le président démocrate Clinton diminua, en 1995, les allocations aux chômeurs ; le président démocrate Obama veut diminuer drastiquement en 2014 le financement de la Social Security et de Medicare).

Utilisant le chômage de masse, apparu pour la première fois depuis la crise de 1929, les patrons firent chanter les syndicats au licenciement et à la délocalisation (à l'étranger ou vers les États dépourvus de traditions syndicales). Un cas récent vient de se dérouler justement à Seattle. Les patrons de Boeing, qui viennent d'augmenter les dividendes des actionnaires de 50 %, ont convaincu les responsables syndicaux nationaux de l'IAM (International Association of Machinists, Association internationale des mécaniciens) de signer un accord défavorable aux salariés. Les bureaucrates de l'IAM ont appelé avec les directeurs de l'entreprise à approuver le référendum organisé par ceux-ci.

À l'issue d'un vote, les ouvriers de l'entreprise ont accepté, à une petite majorité de 51 %, les concessions sociales qui leur étaient demandées par l'avionneur pour maintenir sa production dans sa région historique. Ils acceptent notamment de troquer leurs pensions de retraite garanties pour un dispositif beaucoup moins favorable, dépendant des fluctuations des marchés financiers... À défaut d'un accord, Boeing menaçait de transférer sa production dans un État moins syndiqué, tel que la Caroline du Sud ou l'Utah... L'État de Washington accordera, lui-même, 9 milliards de dollars de rabais fiscal en échange du maintien des usines Boeing. (Les Échos, 4 janvier 2014)

Le résultat de la contre-offensive de la bourgeoisie américaine a été la paupérisation, à partir des années 1980, d'une partie significative de la classe

ouvrière et le recours massif au crédit pour tenter de maintenir son niveau de vie.

Les ménages se sont endettés de 1 400 milliards de dollars en 1980 à 5 700 milliards en 1991. Il s'agit du résultat d'une attaque de grande ampleur contre la classe ouvrière, à laquelle de nombreux membres de classes moyennes (revenus moyens) n'échappèrent pas. Tandis que dans les années 1960, le salaire d'une personne suffisait à faire vivre une famille de la classe ouvrière, dans les années 1980, il en fallait au moins deux ; désormais, dans les années 1990, nombre d'entre eux sont à la rue, comme partie de l'armée de réserve des chômeurs. (International Trotskyist n° 10, hiver 1995)

Les récentes luttes sociales

Le succès électoral de SA ne saurait compenser la défaite des travailleurs de Boeing. Aucune élection ne peut faire avancer la cause du socialisme. Tout au plus, elle témoigne de la maturation de la classe ouvrière et facilite l'implantation de son parti, qui renforce en retour la conscience de classe en développant un programme communiste internationaliste.

En ce qui concerne le premier aspect, il est probable que des millions de travailleurs se sentent exploités par leur patron et doutent de la capacité du capitalisme à assurer un meilleur avenir à leurs enfants. Le succès de Socialist Alternative en est l'expression indirecte.

Des mobilisations le montrent aussi. Des milliers de travailleurs de la fonction publique ont occupé en février 2011 le Capitole de Madison, le siège du gouvernement de l'État du Wisconsin. Mais les bureaucrates syndicales ont refusé d'appeler à la grève générale et ont détourné le mécontentement vers un vote futur pour le Parti démocrate [voir *Combattre pour en finir avec le capitalisme* n° 22 & *Révolution socialiste* n° 35].

En février 2012, le meurtre à Sanford (Floride) de Trayvon Martin, un Afro-Américain de 17 ans, a entraîné des protestations dans tout le pays.

Le 1^{er} mai, la solidarité avec les travailleurs sans-papiers a été dévoyée par ses dirigeants dans le soutien au Parti démocrate.

Le 29 août 2013, avec l'aide du Service Employees International Union (Syndicat international des employés des services), la grève a touché mille restaurants rapides des grandes chaînes, pour l'augmentation de salaire et le droit de se syndiquer. Trois millions de travailleurs sont concernés.

Des travailleurs de McDonald's et d'autres chaînes de restauration rapide ont fait grève ou ont arrêté le travail dans presque 60 villes jeudi, pour une augmentation qui porterait le salaire à 15 dollars l'heure au lieu du salaire minimum fédéral de 7,25 dollars. Cette manifestation à la veille de la Fête du travail, qui fait suite aux grèves qui débutèrent en novembre 2012 à New York, a touché les chaînes McDonald's, Burger King, Wendy's and Yum Brands (qui comporte les enseignes KFC et Taco Bell). Les travailleurs revendiquent aussi le droit de se syndiquer. (USA Today, 30 août 2013)

Socialist Alternative, lors de la campagne électorale de Seattle et de Minneapolis, a défendu les travailleurs de la restauration rapide et repris la revendication de 15 dollars de l'heure. Elle a aussi expliqué que les travailleurs de Boeing devaient s'emparer de l'usine de Seattle si le patron délocalisait.

Les limites politiques de Socialist Alternative

Cependant, SA, si elle a le mérite de s'opposer dans les élections aux deux partis bourgeois, ne constitue pas une alternative aux deux variantes des usurpateurs du socialisme, le stalinisme et la sociale-démocratie.

À aucun moment, lors de son allocution aux syndiqués de Boeing le 21 novembre, Sawant n'a dénoncé la trahison des bureaucrates syndicaux de l'IAM, ni parlé d'exproprier totalement Boeing et les capitalistes en général.



Seattle, 2013

Sur quel programme s'est fait élire Kshama Sawant ? Il se résume en trois points : un salaire horaire minimum de 15 dollars (11 euros), le contrôle du prix des loyers et la taxation des millionnaires afin d'augmenter les ressources des transports publics et de l'éducation publique. Dans son matériel d'agitation électorale, SA ne met pas en cause le gouvernement Obama, le sauvetage des banques avec les fonds publics durant la crise capitaliste mondiale, l'étranglement de la protection sociale, l'espionnage de la NSA, les assassinats par drones... Même dans son matériel de propagande, il n'est pas question de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, de détruire l'appareil d'État bourgeois hypertrophié afin d'ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs. Qu'est-ce que le socialisme de Kshama Sawant, alors ?

Les réformes dans notre société ne peuvent être poursuivies que si le pouvoir est arraché des mains des grandes entreprises et si un nouveau système reposant sur la propriété publique démocratique des 500 plus grandes entreprises est établi. (Bryan Koulouris, Socialist Alternative, novembre 2013)

Une « propriété démocratique », même publique, ne peut liquider l'exploitation capitaliste.

Quant à la société socialiste, elle ne se réduit en aucun cas à la nationalisation de grandes entreprises. Elle repose sur la décision collective et consciente des producteurs de créer par leur travail des richesses en supprimant radicalement la valeur, le capital et le salariat.

Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté. (Karl Marx, Critique du programme de Gotha, 1875)

Le mode de production socialiste-communiste ne saurait être instauré qu'à l'échelle mon-

diale, quand le pouvoir politique aura été arraché des mains de la classe bourgeoise des principaux pays par la révolution violente de millions de travailleurs imposant dans la lutte leur propre dictature.

Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

Socialist Alternative est aussi opportuniste que son organisation internationale, le Comité pour l'internationale ouvrière, qui a participé à la création du NPA en France, de Syriza en Grèce, de Die Linke en Allemagne, et adhère même à des partis bourgeois comme le PSUV du Venezuela ou l'ANC d'Afrique du Sud. Le CIO est un courant réformiste de gauche qui s'est imprégné de parlementarisme par une immersion de plusieurs décennies dans le Parti travailliste britannique.

Une transformation entièrement pacifique de la société est possible en Grande-Bretagne. (Peter Taaffe, Militant, What we stand for, 1981, p. 25)

Ainsi, le programme de Socialist Alternative reste compatible avec la bureaucratie syndicale et même avec une aile du Parti démocrate.

Mes collègues de Socialist Alternative et moi-même nous tiendrons au coude-à-coude avec tous ceux qui veulent se battre pour un monde meilleur. Mais les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti politique, d'une organisation de masse de la classe ouvrière, dirigée par eux-mêmes et ne devant rendre de compte qu'à eux-mêmes. Un parti qui luttera et mènera campagne pour leurs intérêts en défendant avec ardeur des alternatives contre ce système en crise. (Kshama Sawant, Prestation de serment, 1^{er} janvier 2014)

Le parti des travailleurs que Socialist Alternative appelle de ses vœux ne saurait être au mieux qu'un nouveau parti réformiste, de trahison du prolétariat.

Et maintenant ?

Fort de son succès électoral à Seattle, SA envisage de participer sur ces bases aux élections législatives du printemps. Consciente de sa taille insuffisante pour une telle ambition, elle dévoile le fond de sa poli-

tique en se prononçant pour la construction d'une coalition très large de partis « socialistes »... et de partis écologistes.

Nous avons urgemment besoin d'un parti des travailleurs lié aux mouvements sociaux, aux syndicats de lutte, aux organisations communautaires, aux écologistes et aux socialistes. Un pas concret pour y parvenir serait de former des coalitions à travers tout le pays, liées entre elles à l'échelle nationale, afin de présenter 100 candidats indépendants des travailleurs. (Bryan Koulouris, Socialist Alternative, novembre 2013)

Avec sa proposition de coalitions petites-bourgeoises sans programme révolutionnaire, SA contourne le combat pour un véritable parti ouvrier, qui nécessiterait une lutte acharnée contre les bureaucraties syndicales, pour empêcher leurs trahisons comme à Boeing et pour libérer les syndicats du Parti démocrate.

Comme le disait un des fondateurs du CPUSA (Parti communiste, section de l'IC) puis de la CLA (Ligue communiste, section de l'Opposition de gauche de l'IC) et du SWP (section de la 4^e Internationale) :

Le combat pour un parti ouvrier est inséparable de la lutte pour nettoyer le mouvement ouvrier des directions traîtres et corrompues, et ne peut en être séparé. Les militants radicaux et les anciens radicaux qui prétendent lancer un parti ouvrier en laissant de côté la question du programme et de la direction sont simplement en train d'inventer une formule pour couvrir leur propre trahison. (James Cannon, « Implications d'un parti ouvrier », The Militant, 26 avril 1954)

19 janvier 2014, Fabrice Lefrançois



Chaque brochure
2 euros.

Il y a 70 ans, en Italie, la révolution prolétarienne renversa le régime fasciste

1943, l'URSS inflige une défaite décisive à Hitler

Avec la Deuxième guerre mondiale, des millions de femmes et d'hommes ont subi les conséquences de l'échec de la révolution socialiste en Italie, en Allemagne, en Hongrie en 1918-19 faute de parti ouvrier révolutionnaire, de la mise en place de fronts populaires avec la bourgeoisie par la bureaucratie de l'URSS et les partis stalinisés de l'Internationale communiste, de l'écrasement de la révolution prolétarienne en Espagne par le PCE et le NKVD en 1937.

En 1943, le fascisme, qui semblait devoir l'emporter inexorablement depuis 1922, fut défait par la classe ouvrière en URSS et en Italie.

Les masses d'URSS, malgré le totalitarisme de la bureaucratie et l'impréparation de l'Armée rouge (Staline ayant démantelé l'état-major et refusé de croire aux informations de l'invasion nazie), défendirent bec et ongles l'État ouvrier contre l'impérialisme allemand commandé par des contre-révolutionnaires et des racistes qui voulaient éradiquer toute trace du communisme et coloniser l'est de l'Europe. Ainsi, Stalingrad (Volgograd aujourd'hui) et Leningrad (Saint-Petersbourg) tinrent héroïquement face à la machine de guerre nazie. Le 2 février 1943, le 3^e Reich éprouva sa première défaite en Europe avec la capitulation des troupes allemandes de Friedrich Paulus à Stalingrad. Le 19 avril, c'était le soulèvement du ghetto de Varsovie, puis, le 12 mai, la reddition des troupes italiennes en Tunisie.

La conférence de Téhéran, alliés pour prévenir la révolution européenne et mondiale

Le 15 mai 1943, sans même convoquer un congrès, Staline dissout l'Internationale communiste fondée à l'origine pour mener la révolution socialiste dans le monde entier à partir de l'impulsion de la Révolution russe de 1917. Il s'agit non seulement d'un gage honteux à Churchill et Roosevelt, mais d'une manifestation de la détermination de la bureaucratie russe d'empêcher par tous les moyens que la révolution prolétarienne détruise non seulement les régimes fascistes, mais liquide le capitalisme qui en était la matrice et chasse la caste usurpatrice du pouvoir et de ses privilèges en URSS.

Le 28 novembre 1943, la conférence de Téhéran réunit les trois chefs des principaux belligérants du camp allié, Roosevelt, Churchill et Staline afin non seulement de coordonner leurs armées, mais d'organiser, dans le dos des peuples et sur leur dos, le rétablissement de l'ordre à l'issue de la victoire militaire qui ne faisait désormais plus de doute.

Le prolétariat de Turin déjoue les calculs des gouvernements alliés

Un maillon faible dans les puissances belligérantes allait révéler les potentialités de la classe ouvrière et ouvrir un espoir de solution socialiste au fascisme, à la guerre et au morcellement de l'Europe : ce maillon faible était l'Italie mussolinienne. Victime du retard industriel du capitalisme italien, l'armée avait en effet été battue ou tenue en échec sur tous les fronts et fragilisait de fait la position de l'Axe.

*En janvier 1943, une première agitation ouvrière : des suspensions de travail, sporadiques, suivies de manifestations. Par ailleurs, d'innombrables petits manifestes apparaissent partout, dans les usines, sur les murs, dans les lieux publics. Ils s'expriment ainsi : « Ouvriers, employés, le gouvernement de Mussolini, responsable d'avoir entraîné notre pays dans une guerre injuste et ruineuse.. veut maintenant nous faire mourir de faim, en nous donnant des salaires dérisoires... et en portant la journée de travail à 12 heures. Cessons le travail, préparons la grève.... Exigeons davantage de pain, de matières grasses, de viande.... Exigeons le départ de Mussolini. Luttons pour la paix et pour l'indépendance du pays... contre les 12 heures et la guerre maudite. L'action, la grève, la lutte sont les seules armes que nous possédons, la voie de notre salut. Grève ! Grève ! Grève ! » (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, III, Colin, 1953, p. 147)*

Sur fond d'échecs militaires et de gabegie intérieure, une mesure gouvernementale déclencha la colère ouvrière. Le gouvernement avait promis en effet une indemnité correspondant à 192 heures de salaire aux pères des familles réfugiées des zones bombardées, ce que les ouvriers très mal et très irrégulièrement payés, considéraient comme une injuste mesure de faveur envers des privilégiés appartenant en général à la petite bourgeoisie fasciste employée dans l'appareil d'État.

Le 5 mars 1943, les ouvriers de l'usine Mirafiori de la Fiat de Turin, rompant avec l'effort de guerre, se croisent les bras et répandent le mot d'ordre de grève qui s'étend comme une traînée de poudre à tous les ateliers, renouant ainsi avec ce que leurs prédécesseurs avaient fait dans des circonstances analogues, en pleine guerre, en août 1917, en solidarité avec les soviets russes et à deux mois d'Octobre. Les militants de base du Partito Comunista Italiano (Parti communiste italien, PCI) s'y activent et, très vite, le mouve-

ment spontané de révolte déborde les dirigeants staliniens du parti et devient politique :

Les « grèves de mars », qui marquèrent le déclin de la puissance fasciste, furent une manifestation nettement politique (bien qu'elles eussent pris pour prétexte les difficultés économiques du moment)... Le ressentiment et la colère des ouvriers se portent contre les représentants des syndicats fascistes, particulièrement haïs, et qui ont essayé d'intervenir. Ils sont accueillis par des coups de sifflet, par des huées, par des clameurs hostiles. L'attitude des ouvriers devient si menaçante, qu'il fallut faire appel à la police pour les dégager. Les femmes des ouvriers massées aux portes des usines, interviennent alors et injurient les policiers. (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, III, Colin, 1953, p. 147)

La lutte du prolétariat italien sape le régime fasciste en guerre

La grève s'étendit bientôt aux autres usines de Turin et du Piémont. Les provinces limitrophes de Lombardie (Milan) et de Ligurie (Gênes), qui comptaient traditionnellement de grosses concentrations ouvrières furent également touchées.

Au mois d'avril, le gouvernement fasciste fut contraint de faire des concessions salariales. Plus que les résultats matériels obtenus, ces grèves eurent un retentissement considérable sur l'évolution de la situation italienne et sur la chute du régime fasciste.

La portée politique - et surtout morale - des grèves de mars fut immense. Elle ouvrit les yeux des dignitaires fascistes sur l'impopularité du régime auquel ils s'étaient attachés. Elle contribua sans aucun doute, d'une façon indirecte, à déclencher quatre mois plus tard ce qu'on a appelé le « coup d'État royal ». (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, III, Colin, 1953, p. 150)

La classe ouvrière, dans son mouvement spontané pour la satisfaction de ses revendications, traçait la voie non seulement pour la mise à bas d'un régime dictatorial et liberticide, mais aussi pour la cessation d'un conflit barbare opposant deux camps impérialistes. Elle reprenait sa lutte de classe, arrachant les leviers du pouvoir économique à une bourgeoisie dont les responsabilités avaient été écrasantes dans la situation inextricable dans laquelle l'Europe et le monde entier s'étaient trouvés plongés.

Le 10 juillet 1943, le débarquement en Sicile et l'avancée presque sans obstacle des troupes anglo-américaines précipitèrent la chute du régime fasciste. Le Duce fut destitué par ses propres acolytes qui, sentant le vent tourner, décrétèrent la dissolution du Parti national fasciste, emprisonnèrent Mussolini et créèrent un nouveau gouverne-

ment sous la direction de l'un d'entre eux, le maréchal Pietro Badoglio.

Le 3 septembre, le maréchal signa l'armistice avec les Alliés, provoquant l'invasion par l'Allemagne de l'Italie septentrionale et centrale et la création, à Salò (sur les bords du lac de Garde), de la République sociale italienne dirigée par Mussolini qui avait été libéré de sa prison des Abruzzes par une opération de l'armée allemande.

Les Allemands, fin septembre 1943, entrent dans Naples. À la surprise générale, la population de Naples se soulève. (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, III, Colin, 1953, p. 154)

Le régime fasciste raflait les opposants et les Juifs, torturait, massacrait et déportait. Les travailleurs s'armèrent dans le centre et le nord pour mener la guerre civile contre le régime fasciste et la guérilla contre la machine de guerre nazie.

Les partisans luttent contre l'occupant allemand, contre le régime fasciste mais aussi dans l'espoir d'une révolution sociale et politique. (Frédéric Atal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Colin, 2004, p. 10)

Malgré la botte nazie, dans les entreprises, des structures clandestines étaient mises en place.

Dès la fin de l'année 1943, on vit se former dans les usines des « comités d'agitation », où les communistes avaient la prépondérance, mais qui comprenaient aussi des militants des autres partis antifascistes. Dans tous les grands centres, les ouvriers avaient rassemblé et caché des armes, dont ils allaient se servir au moment de l'insurrection victorieuse du printemps de 1945. Ces « comités d'agitation » donnèrent la mesure de leur force et de leur influence en déclenchant la grande grève de mars 1944, exactement une année après les fameuses « grèves de mars » qui avaient marqué le déclin du régime fasciste. (Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, III, Colin, 1953, p. 155)

La bourgeoisie italienne et britannique tente de faire refluer la classe ouvrière avec l'aide des staliniens et des sociaux-démocrates

Togliatti et les autres dirigeants du Parti communiste d'Italie, résidant à Moscou où tant de dirigeants communistes en exil avaient été liquidés par Staline, ne manifestèrent pas un enthousiasme débordant pour la révolution de 1943 car il fallait éviter de mettre en difficulté le bloc entre la direction bureaucratique stalinienne et les gouvernements impérialistes des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Comme le PCF et le PS-SFIO, le PCI et le Partito Socialista di Unità Proletaria (Parti socialiste d'unité prolétarienne, PSIUP) subordonnent les partisans (ouvriers, employés et paysans) à la bourgeoisie et les placent sous l'autorité du Comité de libération nationale (CLN) dont le drapeau est tricolore.

En Sicile, l'état-major allié, officiellement en lutte pour la démocratie, s'appuie sur la mafia et interdit toute activité politique. Churchill impose le pouvoir du roi Victor-Emmanuel qui a servi de pantin à Mussolini et de l'ancien dignitaire fasciste.

Le 27 juillet 1943, le gouvernement Badoglio réprime les mouvements de grève et manifestations de rues : toutes les principales villes d'Italie comptent des morts et des blessés parmi les ouvriers et les militants antifascistes qui exigent que la chute du fascisme se traduise par la liberté d'expression et la libre action syndicale et revendicative du prolétariat. Le 19 octobre, l'armée bourgeoise italienne réprime une grève générale à Palerme, causant 30 morts et 150 blessés. Le mouvement de grève s'étend à toute la Sicile mais est dénoncé par le PCI comme faisant le jeu du fascisme.

Avec la même violence, le gouvernement monarcho-fasciste des Alliés réprime les paysans qui tentent d'occuper les terres.

Dans les campagnes méridionales de Sicile ou du continent, occupations de terre et tentatives d'auto-gestion politique se multiplient, obligeant le gouvernement à réagir. (Frédéric Attal, Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours, Colin, 2004, p. 25)

L'absence d'un parti révolutionnaire, d'un parti vraiment socialiste et communiste, a lourdement pesé sur la révolution italienne de 1943.

En s'immergeant au coeur des mouvements des masses prolétariennes et des autres exploités, en participant aux organes d'expression et d'organisation de leurs luttes, à leur armement, le parti ouvrier aurait aidé à contrer les inévitables tentatives des forces réactionnaires autochtones et internationales pour écraser la révolution, à déjouer les manœuvres des partis petits bourgeois (« réformistes ») pour protéger la grande bourgeoisie. Un tel parti aurait organisé l'insurrection dès que la masse des travailleurs était décidée, par sa propre expérience, à prendre le pouvoir.

La IV^e Internationale soutient la révolution sociale naissante

La IV^e Internationale, proclamée en 1938, sous l'impulsion de Lev Trotsky, n'était pas une internationale de masse, n'avait pas encore d'autorité dans la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier restait pour l'essentiel dominé par des directions traîtresses (bureaucraties syndicales, partis « travaillistes », « socialistes » et « communistes »). La IV^e avait pour but de fournir un

programme, un drapeau, une direction au prolétariat lors des convulsions qu'allait engendrer la guerre mondiale rendue inévitable par les échecs de la révolution socialiste et les contre-révolutions bureaucratique en URSS et fascistes en Italie, Allemagne, Espagne. Elle n'y parvint pas, même si, durant la guerre et après, elle se lia mieux à la classe ouvrière au Sri Lanka, en Indochine, à Cuba, en Bolivie, en Belgique, en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne...

Staline fit assassiner Trotsky en 1940 et la guerre coupa les relations entre les sections. Cependant, toutes les composantes de la 4^e Internationale saisirent la portée historique capitale des événements qui se déroulèrent en cette année 1943 en Italie. La section américaine (Socialist Workers Party), malgré le peu d'informations dont elle disposait, affirma sa solidarité (Felix Morrow, « The Italian Revolution », *Fourth International* n°9, septembre 1943).

Le Secrétariat provisoire européen, constitué en 1942 dans la clandestinité grâce à la section belge (Parti socialiste révolutionnaire), adopta un manifeste rédigé par le militant grec Michel Pablo.

Tant que subsistera la domination de la bourgeoisie, tant que la Montecatini et Ansaldo, tant que la Fiat et les agrariens resteront maîtres de l'Italie, tant que les généraux et les politiciens gouverneront en leur nom, rien ne sera changé pour le peuple italien... Ce n'est pas cela que veulent les masses populaires italiennes. Ce qu'elles veulent, c'est manger à leur faim, c'est être libres enfin de parler, de lire et de chanter, ce que veulent ses soldats c'est rentrer chez eux, ce que veulent ses paysans, c'est être débarrassés des agrariens, ce que veulent ses ouvriers, c'est voir cesser une exploitation éhontée, c'est retrouver le droit de revendiquer et de se défendre par l'action syndicale et par la grève. Mais cela les ouvriers ne l'obtiendront que par leur propre action. Ni la guerre de Badoglio, ni celle de Churchill n'est leur guerre. La seule guerre qu'ils veulent mener c'est la guerre aux capitalistes, aux agrariens et aux fascistes ...

Car c'est de cela en définitive qu'il s'agit : de reprendre la lutte interrompue en 1923, de la mener jusqu'à la victoire... L'expérience d'une révolution manquée en 1920 a enseigné au prolétariat italien que la lutte révolutionnaire ne saurait s'arrêter avant la victoire totale et définitive, avant la conquête du pouvoir par le prolétariat, avant le triomphe mondial du socialisme. C'est pourquoi la lutte qui s'engage aujourd'hui n'est pas seulement pour les libertés, pas seulement une lutte pour la grève générale et le contrôle ouvrier, mais une lutte pour l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans... (« Manifeste aux ouvriers, paysans et

soldats italiens », *Quatrième internationale* n° 1, août 1945)

Sans relation alors avec le secrétariat européen, la poignée de militants bolcheviks-léninistes réunis par Nicola Di Bartolomeo, ancien combattant de la Guerre d'Espagne, qui publiait *Il Militante* dénonça « la duperie monstrueuse d'expliquer, comme l'ont fait les partis de la I^e et de la III^e Internationale, les causes et les buts de la guerre comme un conflit entre la démocratie et le fascisme » et s'efforça sur place de tracer la voie de la révolution prolétarienne : « il faut opposer les organismes de classe, des conseils d'ouvriers, paysans et soldats aux Comités de libération nationale » (Centre national provisoire pour la construction du Parti communiste internationaliste, *Manifeste*, 15 décembre 1945).

Le stalinisme trahit la révolution prolétarienne

Le petit groupe communiste internationaliste ne parvint pas à supplanter le parti stalinien qui était au faite de son influence grâce au prestige usurpé de la Révolution d'octobre et à la résistance victorieuse des peuples d'URSS. Les consignes du chef de la bureaucratie de l'URSS placent le PCI à droite de certains partis bourgeois.

Le 15 mars 1944, les Soviétiques reconnaissent le gouvernement Badoglio et le 31, à Salerne, Togliatti appelle à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, sans faire de l'abdication du Roi un préalable... Le « tournant de Salerne » précipite les événements... Dans le 2^e cabinet Badoglio, seul le Parti républicain qui a fait de la fin de la monarchie un préalable n'y participe pas. (Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Colin, 2004, p. 12-13)

Fin 1945, la révolution reprend.

Fin avril 1945, l'action conjuguée des insurrections populaires et des brigades partisans, toutes tendances politiques confondues, permet la libération des principales villes de l'Italie septentrionale. Le 28 avril, Mussolini est exécuté. (Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Colin, 2004, p. 27)

Les généraux alliés s'efforcent de désarmer les travailleurs qui tendent à contrôler la production et même à exproprier les capitalistes.

An Nord, le vide du pouvoir et la fuite des industriels ont laissé les usines entre les mains des conseils de gestion ouvriers. (Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Colin, 2004, p. 27)

Les partis ouvriers traditionnels jouissent alors d'un poids considérable, à eux deux 40 % des suffrages aux élections à l'Assemblée constituante en 1946.

Le PCI et le PSIUP (qui se renomme en 1947 PSI) participent aux gouvernements bourgeois Badoglio bis (1944), Bonomi (1944), Bonomi bis (1944-45), Parri (1945), De Gasperi (1945-1946), De Gasperi bis (1946-1947) qui désarment les travailleurs, rendent les entreprises aux capitalistes, stabilisent l'État bourgeois au prix de concessions politiques et sociales (assemblée constituante, république, libertés démocratiques, échelle mobile des salaires...).

La preuve de la nécessité de la dictature du prolétariat

Pendant les trente ans suivants, la DC (Parti démocrate-chrétien) dirige le pays en lien avec l'Église catholique. L'Italie rejoint l'OTAN et l'Union européenne. Après avoir encore servi en 1969 contre la montée révolutionnaire mondiale, l'agitation étudiante et les grèves, la direction du PCI liquide le parti dans une formation bourgeoise, le Partito Democratico (Parti démocrate) en fusionnant avec une aile du PDC, le parti du Vatican.

La révolution italienne et européenne aurait pu en 1943-45 renverser le capital et donc les racines du fascisme.

Trahi, le prolétariat a continué à subir l'exploitation. 70 ans plus tard, la classe ouvrière et la jeunesse restent confrontés à la mafia, aux crises capitalistes, à la destruction des conquêtes sociales [voir *Révolution communiste* n° 2], aux résurgences fascistes dont témoignent le pogrom anti-africains de Rosarno en janvier 2010 [voir *Révolution socialiste* n° 32] ou l'ignoble campagne raciste actuelle de la Lega Nord (Ligue du Nord) contre la ministre Cécile Kyenge, qui a le tort d'être noire de peau.

Si un parti de type bolchevik est construit à temps, le prolétariat vaincra tous les obstacles lors de la prochaine révolution italienne.

30 novembre 2013, Arnaldo Bressan



Florence, 1945

À bas l'intervention de l'impérialisme français en République centrafricaine !



Jeudi 5 décembre, François Hollande annonçant l'envoi de troupes supplémentaires en République centrafricaine (l'effectif a été porté de 400 à 1 600), après l'approbation unanime du Conseil de Sécurité réuni à sa demande, a déclaré : « *La France n'a pas d'autres objectifs que de sauver des vies humaines* ».

Mensonge éhonté du serviteur de l'impérialisme français qui se soucie comme d'une guigne des massacres qui ont effectivement cours en République centrafricaine et qui sont précisément le produit de la politique de l'impérialisme français dans ce pays ! En effet, c'est bien l'impérialisme français qui fait et défait selon ses intérêts depuis des dizaines d'années les empereurs, présidents et généraux putschistes qui dirigent pour son compte ce pays, tout en se servant grassement, depuis Bokassa 1^{er} jusqu'à Boizizé en passant par Ange Félix Patassé.

Le gouvernement Hollande défend les intérêts impérialistes français en Afrique

L'impérialisme français, qui a longtemps soutenu Boizizé depuis son putsch de 2003, lui, l'ancien responsable des massacres des lycéens qui manifestaient sous Bokassa en 1979, a décidé fin 2012 de travailler au renversement du même Boizizé. La raison n'est pas à chercher dans la défense des droits de l'homme, mais dans l'inquiétude grandissante de l'impérialisme français face à la menace que font peser sur lui les impérialismes concurrents, notamment chinois, sur l'Afrique en général et sur la République centrafricaine en particulier. Car ce pays a un sous-sol riche d'uranium, d'or, de diamants et de pétrole dont profitent les grandes entreprises françaises, comme Areva. Boizizé, ancien protégé de la France, a eu le tort de prêter une oreille trop attentive aux offres de l'impérialisme chinois qui a pu ainsi prendre des positions dans le pétrole, mais aussi installer Radio Chine Internationale à Bangui, en français, pour diffuser sur tout le continent. C'en était trop ! C'est donc avec le soutien de l'impérialisme français et de ses auxiliaires tchadiens que s'est constituée et armée une opposition hétéroclite, la Seleka, structurée par des anciens combattants, qui s'est emparée du pouvoir par un coup d'État en mars 2013, générant une situation chaotique difficilement contrôlable, avec pillages et massacres de la population, incapable de maintenir un semblant d'État et menacée à son tour par une contre-rébellion armée.

Les vraies raisons de cette nouvelle intervention militaire de l'impérialisme français en République centrafricaine, après la Côte d'Ivoire, la Libye, le Mali, résident dans la défense, bec et ongles, de ses intérêts menacés en Afrique à la fois par les autres impérialismes et par la menace d'un désordre durable, empêchant la poursuite des affaires.

À bas l'union nationale ! Pour la mobilisation ouvrière contre l'intervention militaire !

L'UMP, l'UDI, le FN ainsi que le PS soutiennent l'intervention militaire. Le PG ne s'oppose pas, mais demande « *une grande vigilance* » sur les conditions d'engagement des forces françaises. Le PCF, pour qui « *intervenir est urgent* », préférerait une intervention de l'ONU. Tous soutiennent, chacun à sa manière, l'impérialisme français dans ses œuvres ! Or aucune aide aux exploités d'Afrique et de République centrafricaine ne peut venir du gouvernement Hollande qui défend les intérêts des capitalistes français sur ce continent.

Face à cet ennemi mortel qu'est l'impérialisme français, il faut que les travailleurs et la jeunesse se solidarisent avec les exploités centrafricains en luttant pour défaire notre propre bourgeoisie. Unis avec les travailleurs immigrés venus d'Afrique, le prolétariat doit s'organiser pour empêcher, par l'action de masse (manifestations, grèves, blocage des transports...), l'intervention militaire des mercenaires de l'impérialisme français. Telle est la responsabilité des organisations syndicales et politiques qui se réclament des travailleurs.

Il n'y a pas de solution pour le peuple en Centrafrique avec les bandes armées ou avec l'armée française. Les masses ne peuvent défendre leurs revendications fondamentales et tracer une voie pour le pays qu'en s'organisant et en s'armant pour prendre elles-mêmes le pouvoir, constituer leur gouvernement ouvrier et paysan, ouvrir la voie aux États-Unis socialistes d'Afrique. Il manque en Centrafrique un parti révolutionnaire qui combatte sur ces objectifs.

À bas l'union nationale en défense de l'impérialisme français ! Troupes françaises hors de la République centrafricaine ! Troupes françaises hors d'Afrique ! À bas l'impérialisme français !

8 décembre 2013